



Programme de travail et Budget Pour 2018 & 2019

Proposed Work Programme and Biennial Budget for 2018-2019

Introduction

Le budget-programme a été préparé conformément aux dispositions du règlement financier du PROE et est exprimé en USD. Le Secrétariat propose un budget équilibré des dépenses et recettes prévues de 28 998 044 USD pour 2018 et de 29 721 842 USD pour 2019.

Format du budget-programme

Le budget-programme 2018/2019 est conforme aux fins et objectifs du plan stratégique 2017/2026 et à leur réalisation par le Plan de mise en œuvre de la performance (PIP) 2018/2019. En conséquence, le format du budget-programme consiste à refléter les activités pour atteindre les résultats 2019 du PIP, mesurés par des indicateurs de 2019 du PIP. L'état récapitulatif des dépenses et des recettes établit une liste pour chaque cible et un lien entre les sources de financement et les volets du budget de base et du budget des programmes.

Les deux principaux volets du budget sont les suivants :

- a) le budget de base, qui est essentiellement financé par les contributions des Membres, les frais de gestion des programmes/projets et d'autres sources de financement diverses, et
- b) le programme de travail qui est financé par les contributions de donateurs

Le tableau 1 présente un état récapitulatif des recettes et des dépenses totales escomptées par les 4 programmes opérationnels et la division Direction générale et services administratifs.

Le tableau 2 présente un état récapitulatif des recettes et des dépenses totales escomptées par les objectifs et buts régionaux et organisationnels du Plan stratégique 2017/2026.

Le tableau 3 présente le budget de base. Les recettes du budget de base prévues pour 2018 s'élèvent à 4,03 millions USD, soit 24 % de plus qu'en 2017. Les dépenses du budget de base se répartissent comme suit : le plus gros poste est constitué par la Direction générale et les services administratifs (3,93 millions USD) ; suivent l'appui aux programmes (107 656 USD) attribué à la biodiversité et la gestion écosystémique (27 033 USD) et la surveillance et la gouvernance environnementale (80 623 USD).

Le tableau 4 présente les dépenses du budget de base ventilées par type de dépense. Les frais du personnel devraient connaître une hausse de 44 % à partir de 2017. La hausse est principalement liée au nombre de postes vacants qu'il faudra occuper d'ici 2018, notamment la nouvelle division de l'UCP.

Le tableau 5 résume le budget-programme avec des dépenses de 24,96 millions USD en 2018, soit une hausse de 13 millions USD ou de 109 % par rapport aux estimations budgétaires de 2017. Une hausse supplémentaire de 490 000 USD ou 2 % est notée pour 2019 par rapport à 2018.

Le tableau 6 présente les dépenses du budget du programme de travail ventilées par type de dépense.

Le tableau 7 présente la composition des financements par donateur

Le tableau 8 illustre l'échelle et la répartition des cotisations des membres

La présentation du budget-programme de 2018/2019 commence par une brève introduction de la priorité stratégique. Elle aborde ensuite les cibles, indicateurs de performance et activités prévus pour ces années. Ceux-ci correspondent aux objectifs et cibles du nouveau Plan stratégique du PROE 2016/2017 et sont corrélés avec les chiffres budgétaires et les sources de financement.

Ces chiffres budgétaires sont classés par frais de personnel, de fonctionnement ou d'investissement en fonction des cibles identifiées dans le Plan stratégique. Lorsqu'un financement est « à identifier », son inclusion dans le budget repose sur l'existence, au moment de la composition du budget, d'une relation contractuelle formelle de sorte que la probabilité de l'obtenir en vue de son utilisation en 2018/2019 soit au moins égale à 50 %. Pour 2018/2019, nous avons adopté une approche très conservatrice du budget et n'avons donc aucune affectation pour des dépenses non garanties.

La liste des agents et des postes (pourvus, en cours de recrutement, vacants ou non financés) affectés à chaque programme est fournie pour donner aux Membres une idée des agents disponibles et des ressources humaines nécessaires à leur bonne exécution, dans la limite des financements disponibles

Proposed Work Programme and Biennial Budget for 2018-2019

Dépenses

Le montant des dépenses proposées pour 2018 s'élève à 28 998 044 USD. Ce montant est supérieur au budget approuvé de 2017 (15 164 886 USD), ce qui représente une hausse importante de 13 833 158 USD.

La hausse du budget de 2018 par rapport à 2017 reflète essentiellement les perspectives de nombreux nouveaux projets en préparation qui devraient être finis avant fin 2017, tels que PacWaste Plus (EU), le projet de services d'informations climatiques de Vanuatu pour un développement résilient (FVC), l'AMCC+ Intra-ACP (EU), l'AMCC+ SUPA (EU), le projet d'Amélioration de la résilience au changement climatique des communautés insulaires vulnérables dans les États fédérés de Micronésie (Fonds d'adaptation), le projet PEUMP du FED 11 (EU).

Le budget pour 2019 reflète également une plus grande hausse des dépenses s'élevant à 29 721 842 USD, soit une hausse de 723 798 USD qui correspond à des coûts supplémentaires anticipés pour les nouveaux projets qui prendront effet en 2018 conformément à la liste susmentionnée

Recettes

Le budget de 2018 est essentiellement financé par les donateurs. Le financement total disponible pour 2018 se compose (a) du budget de base et (b) des recettes pour le programme de travail. Le total des recettes pour le budget de base s'élève à 4 037 390 USD, tandis que celles pour le programme de travail se montent à 24 960 754 USD et proviennent des différents partenaires de développement et autres donateurs à travers les mécanismes de financement des programmes et des projets. La majeure partie (88,7%) des recettes anticipées pour l'exercice provient des donateurs, contre 4,3% pour les contributions des Membres, y compris les contributions impayées, ainsi que les contributions volontaires. La partie résiduelle de 7 % provient de sources internes.

Le budget de 2019 est aussi essentiellement financé par les donateurs. Le total des montants pour le budget de base s'élève à a) 4 271 168 USD, et pour b) le programme de travail, elles montent à 25 450 674 USD et proviennent des différents partenaires de développement et autres donateurs à travers les mécanismes de financement des programmes et des projets. La même répartition est maintenue entre les recettes issues des contributions des Membres (4,3 %), les

baillleurs de fonds (88,7 %) et la partie résiduelle de 7 % qui provient de sources internes.

Documents présentés au titre du budget-programme pour 2018-2019

- A. État récapitulatif des recettes et des dépenses (tableau 1)
État récapitulatif des recettes et des dépenses – par objectifs régionaux et organisationnels (Table 2)
- B. Financement du budget de base moins dépenses par programme Financement du budget de base moins dépenses par programme (Table 3)
Financement du budget de base moins dépenses par type de dépense (Table 4)
- C. Financement du programme de travail moins dépenses par programme (Table 5)
Financement du programme de travail moins dépenses par type (Table 6)
- D. Composition des financements (Table 7)
- E. Barème et allocation des contributions pour 2018-2019.
- F. Présentation détaillée du budget-programme 2018-2019
 - objectifs régionaux 1-4
 - objectifs organisationnels 1-5
- G. Analyse budgétaire détaillée par résultat
 - changement climatique (2018 & 2019)
 - Protection de l'écosystème et de la biodiversité (2018 & 2019)
 - Gestion des déchets et lutte contre la pollution (2018 & 2019)
 - Gouvernance environnementale (2018 & 2019)
- H. Présentation détaillée du budget de fonctionnement des services dministratifs
- I. Annexes
 - Diagramme 1 – 2017 Dotation budgétaire par prioritaire
 - Diagramme 2 – 2018 Dotation budgétaire par prioritaire
 - Diagramme 3 – 2019 Dotation budgétaire par prioritaire
 - Diagramme – Évolution du budget entre 2004 - 2019

ÉTAT RÉCAPITULATIF DU BUDGET DU PROE 2018 & 2019

	Revised 2017 Budget			2018 Budget			2019 Budget		
	Base	Programme	Total	Objectif organisationnel	Objectifs régionaux	Total	Objectif organisationnel	Objectifs régionaux	Total
RECETTES									
RECETTES TOTALES	3,242,865	11,922,021	15,164,886	4,037,290	24,960,754	28,998,044	4,271,168	25,450,674	29,721,842
DÉPENSES									
Direction générale et services administratifs									
Direction générale	1,037,241	296,984	1,334,225	1,051,242	81,250	1,132,492	1,389,242	81,250	1,470,492
Services généraux	1,649,586	30,000	1,679,586	1,977,162	-	1,977,162	1,847,839	-	1,847,839
Information et communications	484,955	327,736	812,691	901,230	-	901,230	911,430	-	911,430
Direction générale et services administratifs	3,171,782	654,720	3,826,502	3,929,634	81,250	4,010,884	4,148,511	81,250	4,229,761
Programmes									
Changement climatique	17,177	2,976,985	2,994,162		13,141,160	13,141,160		14,337,021	14,337,021
Biodiversité et gestion écosystémique	21,753	2,869,857	2,891,610	27,033	7,281,637	7,308,670	24,623	5,814,522	5,839,145
Gestion des déchets et lutte contre la pollution	15,388	4,344,991	4,360,379		2,829,110	2,829,110		3,774,258	3,774,258
Surveillance et gouvernance environnementale	16,765	1,075,468	1,092,233	80,623	1,627,597	1,708,220	98,034	1,443,623	1,541,657
Total Programmes	71,083	11,267,301	11,338,384	107,656	24,879,504	24,987,160	122,657	25,369,424	25,492,081
DÉPENSES TOTALES	3,242,865	11,922,021	15,164,886	4,037,290	24,960,754	28,998,044	4,271,168	25,450,674	29,721,842
EXCÉDENT/DÉFICIT NET	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Tableau 1: budget de base et Programme

	2018 Budget			2019 Budget		
	Organisational Goals	Regional Goals	Total	Organisational Goals	Regional Goals	Total
INCOME						
TOTAL INCOME	4,037,290	24,960,754	28,998,044	4,271,168	25,450,674	29,721,842
EXPENDITURE						
Regional Goals						
Regional Goal 1	-	14,871,322	14,871,322	-	15,466,207	15,466,207
Regional Goal 2	-	5,520,097	5,520,097	-	4,587,580	4,587,580
Regional Goal 3	-	3,035,158	3,035,158	-	3,930,488	3,930,488
Regional Goal 4	-	1,534,177	1,534,177	-	1,466,399	1,466,399
Total Regional Goals	-	24,960,754	24,960,754	-	25,450,674	25,450,674
Organisational Goals						
Organisational Goal 1	925,012	-	925,012	926,802	-	926,802
Organisational Goal 2	19,222	-	19,222	27,413	-	27,413
Organisational Goal 3	2,821,966	-	2,821,966	3,036,408	-	3,036,408
Organisational Goal 5	271,090	-	271,090	280,545	-	280,545
Total Organisational Goals	4,037,290	-	4,037,290	4,271,168	-	4,271,168
TOTAL EXPENDITURE	4,037,290	24,960,754	28,998,044	4,271,168	25,450,674	29,721,842
NET SURPLUS/DEFICT	-	-	-	-	-	-

Tableau 2 : Budget de base moins dépenses par programme

Regional Goal 1 - Pacific people benefit from strengthened resilience to climate change					
Regional Goal 2 - Pacific people benefit from healthy and resilient island and ocean ecosystems					
Regional Goal 3 - Pacific People benefit from improved waste management and pollution control					
Regional Goal 4 - Pacific People benefit and their environment benefit from commitment to and best practice of environmental governance					
Organisational Goal 1 - SPREP has information, and communication systems that get the right information to the right people at the right time and influence positive organisational, behavioural and environmental change					
Organisational Goal 2 - SPREP has multi-disciplinary processes in programme delivery and in supporting members to develop national and regional policies and strategies					
Organisational Goal 3 - SPREP has a reliable and sustainable funding base to achieve environmental outcomes for the benefit of the Pacific islands region and manages its programmes and operations to stay within its agreed budget					
Organisational Goal 4 - SPREP is leading and engaged in productive partnerships and collaborations					

BUDGET DE BASE					
	Budget 2017	Budget 2018	Budget 2019	% 2018 Évolution	% 2019 Évolution
RECETTES					
Contributions des Membres	1,069,774	1,069,774	1,069,774	0%	0%
Contributions volontaires des Membres	53,489	53,489	53,489	0%	0%
Arriérés de contribution	50,000	50,000	50,000	0%	0%
Arriéré de contribution volontaires	63,630	63,630	63,630	0%	0%
Contributions du pays hôte (Samoa)	20,327	20,327	20,327	0%	0%
Intérêts bancaires	130,000	-	-	0%	0%
Financement par les bailleurs	150,000	825,555	917,556	450%	11%
Divers	-	150,000	150,000	0%	0%
Services de gestion des programmes	1,075,475	1,654,515	1,796,392	54%	9%
À identifier	480,170	-	-	-100%	0%
Autres revenu	150,000	150,000	150,000	0%	0%
RECETTES TOTALES	3,242,865	4,037,290	4,271,168	24%	6%
DÉPENSES					
Frais de personnel	3,171,782	3,929,634	4,148,511	24%	6%
Changement climatique	17,177	-	-	-100%	0%
Biodiversité et gestion écosystémique	21,753	27,033	24,623	24%	-9%
Gestion des déchets et lutte contre la pollution	15,388	-	-	-100%	0%
Surveillance et gouvernance environnementale	16,765	80,623	98,034	381%	22%
DÉPENSES TOTALES	3,242,865	4,037,290	4,271,168	24%	6%
EXCÉDENT/DÉFICIT NET	-	-	-		
Tableau 3 : Budget de base moins dépenses par programme					

BUDGET DE BASE					
	Budget 2017	Budget 2018	Budget 2019	% 2018 Évolution	% 2019 Évolution
RECETTES					
Contributions des Membres	1,069,774	1,069,774	1,069,774	0%	0%
Contributions volontaires des Membres	53,489	53,489	53,489	0%	0%
Arriérés de contribution	50,000	50,000	50,000	0%	0%
Arriéré de contribution volontaires	63,630	63,630	63,630	0%	0%
Contributions du pays hôte (Samoa)	20,327	20,327	20,327	0%	0%
Intérêts bancaires	130,000	-	-	-100%	0%
Financement par les bailleurs	150,000	825,555	917,556	450%	11%
Divers	-	150,000	150,000	100%	0%
Services de gestion des programmes	1,075,475	1,654,515	1,796,392	54%	9%
À identifier	480,170	-	-	-100%	0%
Autres revenu	150,000	150,000	150,000	0%	0%
RECETTES TOTALES	3,242,865	4,037,290	4,271,168	24%	6%
DÉPENSES					
Frais de personnel	1,807,818	2,598,577	2,615,488	44%	1%
Dépenses d'investissement	91,700	223,700	70,500	144%	-68%
Consultance	89,667	33,000	104,500	-63%	217%
Déplacements officiels	102,400	115,000	117,000	12%	2%
Dépenses générales et de fonctionnement	903,880	942,912	959,180	4%	2%
Développement professionnel du personnel	70,000	49,000	49,000	-30%	0%
Manifestations spéciales (Conférence du PROB)	176,400	57,000	333,000	-68%	484%
Formations et ateliers	1,000	18,100	22,500	1710%	24%
DÉPENSES TOTALES	3,242,865	4,037,290	4,271,168	24%	6%
EXCÉDENT/DÉFICIT NET	-	-	-	-	-
Tableau 4 : Financement du budget de base moins dépenses par type					

BUDGET DU PROGRAMME DE TRAVAIL			
(montants en dollars É.-U)			
	Budget 2017	Budget 2018	Budget 2019
RECETTES			
Financement de programmes			
Australie	2,464,147	2,031,427	2,047,208
NZAid	856,972	910,114	796,580
Financement de projets			
Adaptation Fund		1,972,010	2,618,290
Banque asiatique de développement	852,112		
Australie	83,710		
Bureau météorologique Australie	349,695	863,544	85,020
Climate Analytics		240,000	240,000
Commonwealth Scientific and Industrial Research		88,030	-
Union européenne	3,189,696	7,759,450	8,376,508
EU through IUCN		388,800	388,800
FAO	2,000		
France	16,800		
GIZ	171,605	125,959	-
Gouvernement finlandais			
Gouvernement allemand	1,100,125	1,699,912	1,098,937
Green Climate Fund		6,000,000	7,800,000
South Korea			
Island Conservation		35,000	-
OMI	130,717	79,100	79,100
UICN	31,278	84,950	114,950
Nouvelle-Zélande	331,024	303,505	108,101
NOAA	122,669	60,500	-
Trust PEW	219,636	154,189	-
Pacific Islands Forum Secretariat (PIFS)	163,025	39,340	-
CPS-UE	99,432	148,439	182,205
PNUD-FEM	80,719		
UNEP	1,192,381	1,515,238	1,227,630
Bureau météorologique britannique	199,000	209,000	209,000
Bureau météorologique mondial	79,427	54,336	30,689
Autres bailleurs	185,848	197,909	47,656
Non garanti	-	-	-
Recettes totales	11,922,021	24,960,754	25,450,674
DÉPENSES			
Changement climatique	2,976,985	13,141,160	14,337,021
Biodiversité et gestion écosystémique	2,869,857	7,281,637	5,814,522
Gestion des déchets et lutte contre la pollution	4,344,991	2,829,110	3,774,258
Surveillance et gouvernance environnementale	1,075,468	1,627,597	1,443,623
Direction générale et services administratifs	654,720	81,250	81,250
Dépenses totales	11,922,021	24,960,754	25,450,674
EXCÉDENT/DÉFICIT NET	-	-	-
Tableau 5: Financement du budget du programme de travail moins dépenses par programme			

BUDGET DU PROGRAMME DE TRAVAIL			
(montants en dollars É.-U.)			
	Budget 2017	Budget 2018	Budget 2019
RECETTES			
Financement de programmes			
Australie	2,464,147	2,031,427	2,047,208
NZAid	856,972	910,114	796,580
Financement de projets			
Adaptation Fund		1,972,010	2,618,290
Banque asiatique de développement	852,112		
Australie	83,710		
Bureau météorologique Australie	349,695	863,544	85,020
Climate Analytics		240,000	240,000
Commonwealth Scientific and Industrial Research		88,030	-
Union européenne	3,189,696	7,759,450	8,376,508
EU through IUCN		388,800	388,800
FAO	2,000		
France	16,800		
GIZ	171,605	125,959	-
Gouvernement finlandais			
Gouvernement allemand	1,100,125	1,699,912	1,098,937
Green Climate Fund		6,000,000	7,800,000
South Korea			
Island Conservation		35,000	-
OMI	130,717	79,100	79,100
UICN	31,278	84,950	114,950
Nouvelle-Zélande	331,024	303,505	108,101
NOAA	122,669	60,500	-
PEW Trust	219,636	154,189	-
Pacific Islands Forum Secretariat (PIFS)	163,025	39,340	-
CPS-UE	99,432	148,439	182,205
PNUD-FEM	80,719		
PNUE	1,192,381	1,515,238	1,227,630
Bureau météorologique britannique	199,000	209,000	209,000
Bureau météorologique mondial	79,427	54,336	30,689
Autres bailleurs	185,848	197,909	47,656
Non garanti	-	-	-
Recettes totales	11,922,021	24,960,754	25,450,674
DÉPENSES			
Frais de personnel	4,312,045	4,318,537	3,211,967
Consultance	3,534,650	2,249,716	1,529,543
Frais généraux et de fonctionnement	1,000,329	1,011,688	721,477
Frais d'investissement	20,778	34,657	49,998
Déplacements officiels	625,697	257,207	225,707
Formation (y compris ateliers et réunions)	1,244,523	2,078,138	1,274,892
Subventions	1,183,998	210,000	190,000
Pipelines		14,800,810	18,247,090
Dépenses totales	11,922,021	24,960,754	25,450,674
EXCÉDENT/DÉFICIT NET	-	-	-

Tableau 6: Financement du programme de travail moins dépenses par type de dépense

COMPOSITION DES FINANCEMENTS - PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES POUR 2018&2019						
SOURCES DE FINANCEMENT DU BUDGET			% of Total Budget 2018	2018 TOTALS	% of Total Budget 2019	2019 TOTALS
I) Budget de base				1,257,220		1,257,220
- Contributions actuelles des Membres	3.7%	1,069,774			3.6%	1,069,774
- Arriérés de contribution	0.2%	50,000			0.2%	50,000
- Contributions volontaires des membres	0.2%	53,489			0.2%	53,489
- Arriérés de contribution voluntary	0.2%	63,630			0.2%	63,630
- Contributions du pays hôte (Samoa)	0.1%	20,327			0.1%	20,327
- Autres recettes	0.0%				0.0%	
II) Autres produits				300,000		300,000
- Intérêts	0.0%	-			0.0%	-
- Autres recettes	1.0%	300,000			1.0%	300,000
III) Services de gestion des programmes				1,654,515		1,796,392
- Services de gestion des programmes	5.7%	1,654,515			6.0%	1,796,392
IV) Financement externe						
A). Financement bilatéral				4,109		3,847,145
Australie						
- Gouvernement australien - extrabudgétaire	9.4%	2,739,560			9.5%	2,829,931
- Gouvernement australien - hors extrabudgétaire	0.0%				0.0%	
Nouvelle-Zélande						
- NZAID extrabudgétaire	3.5%	1,005,237			3.1%	909,114
- NZAID hors extrabudgétaire	1.0%	303,505			0.4%	108,101
É.-U.						
- USAID	0.0%				0.0%	
- NOAA	0.2%	60,500			0.0%	-
B). Financement multilatéral				21,478,597		22,473,429
- Adaptation Fund	6.8%	1,972,010			8.8%	2,618,290
- Bureau météorologique Australie	3.0%	863,544			0.3%	85,020
- Climate Analytics	0.8%	240,000			0.8%	240,000
- Commonwealth Scientific and Industrial	0.3%	88,030			0.0%	-
- Union européenne	26.8%	7,764,450			28.2%	8,381,508
- Union européenne - UICN	1.3%	388,800.00			1.3%	388,800
- GIZ	0.4%	125,959			0.0%	-
- Green Climate Fund (GCF)	20.7%	6,000,000			26.2%	7,800,000
- Gouvernement allemand	5.9%	1,699,912			3.7%	1,098,937
- Island Conservation	0.1%	35,000			0.0%	-
- Organisation maritime internationale	0.3%	79,100			0.3%	79,100
- UICN	0.4%	102,250			0.4%	132,250
- Trust PEW	0.5%	154,189			0.0%	-
- Pacific Islands Forum Secretariat (PIFS)	0.1%	39,340			0.0%	-
- CPS-UE	0.5%	148,439			0.6%	182,205
- Programme des Nations Unies pour le développ	0.0%	-			0.0%	-
- Programme des Nations Unies pour l'environnem	5.2%	1,515,238			4.1%	1,227,630
- Bureau météorologique du Royaume-Uni	0.7%	208,000			0.7%	209,000
- OMM	0.2%	54,336			0.1%	30,689
C). Autres				197,909		47,656
- Autres bailleurs	0.7%	197,909			0.2%	47,656
TOTAL FINANCEMENTS IDENTIFIÉS				28,998,044		29,721,841
TOTAL FINANCEMENTS À IDENTIFIER	0.0%					
TOTAL PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES	100.0%			\$28,998,044	100.0%	\$29,721,842
Tableau 7: COMPOSITION DES FINANCEMENTS - PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES POUR 2018-2019						

BARÈME ET ALLOCATIONS DES CONTRIBUTIONS DES MEMBRES				
POUR L'EXERCICE FINANCIER 2018 & 2019				
		2018 & 2019		
		<i>Barème approuvé</i>	Quotes-parts	
		<i>du PROE</i>	actuelles	
		%	USD \$	
Samoa américaines		0.95%	10,184	
Australie		17.30%	185,106	
Îles Cook		0.95%	10,184	
États fédérés de Micronésie		0.95%	10,184	
Fidji		1.90%	20,360	
France		12.55%	134,202	
Polynésie française		1.90%	20,360	
Guam		1.90%	20,360	
Kiribati		0.95%	10,184	
Îles Marshall		0.95%	10,184	
Nauru		0.95%	10,184	
Nouvelle-Calédonie		1.90%	20,360	
Nouvelle-Zélande		12.55%	134,202	
Nioué		0.95%	10,184	
Mariannes du Nord		0.95%	10,184	
Palaos		0.95%	10,184	
Papouasie-Nouvelle-Guinée		1.90%	20,360	
Samoa		1.90%	20,360	
Îles Salomon		1.90%	20,360	
Tokélaou		0.95%	10,184	
Tonga		0.95%	10,184	
Tuvalu		0.95%	10,184	
Royaume-Uni		12.55%	134,202	
États-Unis d'Amérique		17.46%	186,787	
Vanuatu		1.90%	20,360	
Îles Wallis et Futuna		0.95%	10,184	
Total		100%	1,069,774	

Présentation détaillée du budget-programme

OBJECTIF RÉGIONAL 1 : Les communautés océaniques voient leur résilience au changement climatique renforcée

2018-2019

R01: Afin de réaliser l'objectif décennal fixé par les Membres océaniques, qui consiste à avoir renforcé les capacités des systèmes nationaux de manière à gérer la mise en œuvre des actions prioritaires en matière de changement climatique Pour 2018-2019, le PROE établit des priorités, entre autres :

- soutien un programme pilote pour au moins 4 ÉTIO qui l'ont intégré pour l'adapter à leurs plans nationaux de développement durable (ou équivalent), le développement à faible intensité de carbone, les engagements déterminés nationalement en matière d'atténuation
- des réponses communautaires aux risques posés par le climat fondées sur de meilleures informations météorologiques.
- renforcement des programmes visant l'application d'une adaptation fondée sur les écosystèmes dans 4 ÉTIO
- amélioration de la capacité des Services météorologiques et hydrologiques nationaux (NMHS) et des services climatiques, ainsi que le soutien et la coordination par le biais du Conseil météorologique du Pacifique
- soutien pour l'accès et la gestion des financements associés au changement climatique

Les personnes suivantes contribueront à la réalisation des objectifs de cette programme :

<u>Name</u>	<u>Position</u>
Espen RONNEBERG	Climate Change Adviser
Tagaloa COOPER-HALO	Climate Change Institutional Strengthening (USAID – SPC)
Salesa NIHMEI	Meteorology & Climate Officer
Sunny SEUSEU	Climate Prediction Services Coordinator
Makelesi GONELEVU	Knowledge Management Officer
Siosinamele LUI	COSPPac Climate Traditional Knowledge Officer
Azarel Mariner-MAIAI	COSPPac Capacity Development Officer
Philip MALSALE	COSPPac Climatology Officer
Sela SOAKAI –SIMAMAO	Pacific Met Desk Project Assistant
Priscilla OLANO	Pacific Climate Change Portal Technical Assistant
Alexandra MONTORO	Technical Expert on Climate & Weather Services (PCRV)
Philip MARSDEN	Climate information Knowledge Specialist (GIZ)
Patrick PRINGLE	Senior Research Associate, Climate Change Strategies (CA)
VACANT	Director - Climate Change
VACANT	Climate Change Adaptation Adviser
VACANT	Secretary to Director / Divisional Assistant
VACANT	Pacific Islands Global Ocean Observatory System Officer
VACANT	Pacific Islands Global Climate Observatory System Officer

OBJECTIF RÉGIONAL 1 : Les communautés océaniques voient leur résilience au changement climatique renforcée

2018-2019

2026 Objectifs régionaux	Résultats 2019	Indicateurs	Activités	Responsable Program(s)	Prévisions budgétaires 2018 – US\$	Prévisions budgétaires 2019 – US\$					
RO1.1 Renforcer la capacité des Membres insulaires océaniques à encadrer, prioriser et gérer, au niveau national, l'adaptation au changement climatique (ACC), l'atténuation (EDN) et la réduction des risques de catastrophes (RRC), en vue d'accomplir leurs objectifs nationaux en termes d'environnement et de développement, et de satisfaire à leurs obligations volontaires et légales en vertu des accords conclus aux niveaux régional et international	1.1.1 Programmes de renforcement institutionnel qui appuie l'intégration et la mise en œuvre intégrée de l'ACC, de la RRC et du développement faible en carbone (DFC) dans les plans de développement nationaux prévus au budget, dans au moins 30 % des ÉTIO.	a) Rapports faisant état d'au moins 3 ÉTIO ayant intégré l'ACC, la RRC et le DFC dans les plans de développement nationaux opérationnels	1. L'aide est prodiguée sur demande et si les ressources sont disponibles pour aider les ÉTIO avec les rapports de la CCNUCC.	CCD	Sous Total – 778,422		Sous Total – 397,229				
			2. Des propositions de projets visant à soutenir les ÉTIO sur ce point sont en préparation.		Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	
			3. Des outils d'intégration seront disponibles via le PCCP		397,062	381,360		254,918	142,311		
			4. Déploiement du pack de démarrage dans les États fédérés de Micronésie, aux Îles Tuvalu, au Samoa et en PNG		Source de financement			Source de financement			
			5. Soutien du développement des plans de gestion et de suivi des risques pour les déchets causés par les catastrophes dans le cadre de la stratégie d'un Pacifique plus propre 2025, dont l'adaptation au changement climatique	WMPC RO3.1.1,3; 3.3.1	AU	175,100		AU	171,568		
			6. Soutenir l'intégration de ACC, RRC & développement à faible intensité de carbone dans le processus de développement des NEMS.	EMG	BM	2,959		NZ	64,456		
					GI	82,448		SP	161,205		
					MU	36,478					
					NX	303,505					
					SP	125,439					
RO1.2 Minimiser les diverses pressions appliquées aux écosystèmes insulaires océaniques vulnérables en adoptant des approches écosystémiques de l'adaptation au changement climatique, notamment des réponses à l'acidification des océans et à la montée du niveau des océans, afin de préserver la biodiversité et les systèmes fournis par les écosystèmes qui assurent la survie et le développement durable	1.2.1 L'adaptation écosystémique est intégrée dans les plans d'adaptation nationaux d'au moins 3 ÉTIO	b) Réserve de projet à signer avant la fin de l'année 2017	1. Le projet de services d'informations climatiques de Vanuatu pour un développement résilient (Van-CIS-RDP) - FVC	CCD	Sous Total – 10,612,010			Sous Total – 13,058,290			
			2. Le projet AMCC+ (Intra – ACP) + - EU		Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	
			3. Le projet AMCC+ SUPA - EU			10,612,010			13,058,290		
			4. Le projet IMPACT - Analyses climatiques		Source de financement			Source de financement			
			5. Les communautés dans les États fédérés de Micronésie		AF	1,972,010		AF	2,618,290		
			6. Préparation du FVC à Niue - FVC		CL	240,000		CL	240,000		
			7. Préparation du FVC en République des îles Marshall-FVC		EE	2,400,000		EE	2,400,000		
					GC	6,000,000		GC	7,800,000		
					Sous Total – 1,818,052			Sous Total – 1,259,921			
					Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	
RO1.2 Minimiser les diverses pressions appliquées aux écosystèmes insulaires océaniques vulnérables en adoptant des approches écosystémiques de l'adaptation au changement climatique, notamment des réponses à l'acidification des océans et à la montée du niveau des océans, afin de préserver la biodiversité et les systèmes fournis par les écosystèmes qui assurent la survie et le développement durable	1.2.1 L'adaptation écosystémique est intégrée dans les plans d'adaptation nationaux d'au moins 3 ÉTIO	a) Au moins 4 ÉTIO ont intégré l'adaptation écosystémique dans leurs stratégies de planification nationales et 5 autres ÉTIO sont soutenus dans ce même processus.	1. Mise en œuvre du projet PPOA	CCD BEM	575,899	1,238,121	4,032	202,241	1,057,681		
			2. Mise en œuvre du projet d'adaptation océanique au changement climatique basée sur les écosystèmes (PEBACC) :		Source de financement			Source de financement			
			3. À partir des résultats de la cartographie et d'une évaluation de la résilience sociale et des écosystèmes (ESRAM), mettre en place les projets de démonstration EbA aux Fidji (Taveuni et la province de Macuata), dans les Salomon (les îles de Honiara et Wagina) et au Vanuatu (Port Vila et l'île de Tanna)		AU	70,484		AU	69,684		
			4. Concevoir et appliquer des plans de suivi et d'évaluation pour les activités de démonstration du PEBACC.		GR	1,699,912		GR	1,098,937		
			5. Quantifier le service écosystémique et les avantages socio-économiques des activités de restauration et de protection et communiquer les résultats aux Fidji, aux îles Salomon et au Vanuatu.		MU	47,656		MU	47,656		
			6. Intégrer les leçons apprises avec les projets de démonstration du PEBACC ainsi que les meilleures pratiques dans les programmes et développements de politiques régionales					NZ	43,645		
		b) Un renforcement des capacités et des formations relatives à la planification et aux réponses d'adaptation visant à relever le défi de l'acidification des océans et de la montée du niveau des océans sont mis en œuvre dans au moins 4 ÉTIO, ce qui donne des projets/programmes tangibles			Sous Total – 1,818,052			Sous Total – 1,259,921			
					Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	
					575,899	1,238,121	4,032	202,241	1,057,681		
					Source de financement			Source de financement			

OBJECTIF RÉGIONAL 1 : Les communautés océaniques voient leur résilience au changement climatique renforcée

2018-2019

2026 Objectifs régionaux	Résultats 2019	Indicateurs	Activités	Responsable Program(s)	Prévisions budgétaires 2018 – US\$			Prévisions budgétaires 2019 – US\$		
			7. Former les nationaux à évaluer et cartographier les écosystèmes et l'adaptation au changement climatique à des échelles pertinentes par le biais d'ateliers de formation et d'activités sur place aux Fidji, aux îles Salomon et au Vanuatu. 8. Distribuer les outils de priorisation EbA (par ex. analyses des coûts-bénéfices). 9. Dresser et/ou soutenir des dispositifs de gouvernance qui favorisent des approches intersectorielles, durables et intégrées en matière d'adaptation écosystémique sur des sites avec le projet PEBACC 10. Développer les moyens de communication et les produits de sensibilisation afin de promouvoir des options d'intégration en matière d'adaptation écosystémique 11. de l'adaptation écosystémique dans les politiques, les plans et les projets associés au changement climatique; Soutenir des actions qui mettent à profit des possibilités de réduire les menaces (émissions de GES, déchets de catastrophe, pollution de l'air, de l'eau et des sols) émergeant de la gestion des déchets (par ex. : conversion des déchets en énergie, bonnes pratiques pour des opérations sur le terrain, réduction des emballages)	WMPC 3.1.1,3;3.2.1, 5						
			12. Soutenir l'intégration en matière d'adaptation écosystémique dans le processus de développement des NEMS	EMG						
RO1.3 Améliorer les capacités des services météorologiques et hydrologiques nationaux (SMHN) dans les domaines de la prévision météorologique, des systèmes d'alerte précoces, des projections à long terme, et amélioration des services climatiques en appui à la prise de décision des membres et de la coordination du Conseil météorologique océanien	1.3.1 Au moins 4 SMHN disposent de cadres pour les services climatiques intégrés de manière transversale dans les agences gouvernementales et au sein des communautés	a) Au moins 3 nouveaux pays sont accrédités auprès de l'Organisation de l'aviation civile internationale b) Au moins 2 SMHN ont mis en place et amélioré les systèmes météorologique et hydrologique d'alerte précoce, et améliorent l'intégration transversale dans les agences gouvernementales et au sein des communautés. c) Au moins 4 SMNH disposent de cadres pour les services climatiques et de forums sur les perspectives climatiques d) Au moins 5 SMN ont intégré les connaissances traditionnelles dans leurs produits de connaissances climatiques	1. Coordination régulière des groupes du Conseil météorologique océanien (CMO) 2. Soutenir la présidence du groupe météorologique pour l'aviation des îles du Pacifique aux réunions de l'OACI 3. Appliquer la Stratégie météorologique des îles du Pacifique 2017-2026 révisée ainsi que la feuille de route pour la mise en œuvre dans la région du Pacifique de services climatiques renforcés. 4. Appliquer les recommandations du CMO et les résultats ministériels. 5. Soutenir le CMO-5 et le PMMM-3 6. Développer des outils pour des systèmes d'alerte précoce et soutenir les ÉTIO 7. Soutenir le Forum de prévision climatique des îles du Pacifique (PICOF) 8. Aider les pays à mettre en place des Forums de prévision climatologique nationaux (NCOF) et à développer les cadres des services climatologiques nationaux 9. Convoquer des Forums de prévisions climatiques en ligne (OCOFS) et proposer des formations, des conseils et des ressources documentaires pour des prévisions saisonnières.	CCD	Sous -total – 1,415,995			Sous -total –505,325		
					Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Capital Costs	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
					501,373	914,622	0	245,395	259,929	0
					Source de financement			Source de financement		
					AU	192,234		AU	180,616	
					BM	860,586		BM	85,020	
					NO	60,500		UM	209,000	
					PF	39,340		WM	30,689	
					UM	209,000				
					WM	54,335				

OBJECTIF RÉGIONAL 1 : Les communautés océaniques voient leur résilience au changement climatique renforcée

2018-2019

2026 Objectifs régionaux	Résultats 2019	Indicateurs	Activités	Responsable Program(s)	Prévisions budgétaires 2018 – US\$			Prévisions budgétaires 2019 – US\$		
			10. Soutenir le SNM des îles océaniques dans la mise en place de produits de connaissances traditionnelles (CT) 11. Soutenir le SNM pour l'intégration de CT dans les produits de connaissances climatiques 12. Soutenir les SNM pour la communication sur les produits de connaissance intégrés 13. Soutenir l'intégration du cadre de service climatique dans le processus de développement des NEMS	EMG						
RO1.4 Aider les Membres insulaires océaniques à avoir accès et à gérer des financements destinés à lutter contre le changement climatique, et dans les processus nationaux d'accréditation	1.4.1 Les Membres insulaires océaniques reçoivent un appui via des informations et une aide technique afin d'améliorer leurs systèmes nationaux pour obtenir des accréditations et des financements climatiques	a) Au moins 3 ÉTIO ont reçu des informations et un appui technique en vue d'obtenir des financements climatiques et de renforcer leurs institutions nationales. b) Le PROE peut justifier d'au moins 4 projets/programmes approuvés en tant qu'entité régionale de mise en œuvre pour le financement climatique	1. Les services de diffusion sur les occasions de financement du changement climatique se poursuivront au même titre que les manifestations directes d'intérêt. 2. Sur demande, une aide sera apportée aux ÉTIO pour des projets dans le cadre de la fonction du PROE comme entité régionale responsable de la mise en œuvre de projets 3. Mettre en place des ateliers de formation pour les outils d'aide à la prise de décisions et à la planification de projets d'adaptation	CCD	Sous-total – 163,202			Sous-total – 162,602		
					Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Capital Costs	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Capital Costs
					109,952	53,250		109,152	53,450	
					Source de financement			Source de financement		
					AU SP	140,202 23,000		AU SP	141,602 21,000	
			4. Soutenir la réalisation des mécanismes de financement climatique dans le processus de développement des NEMS	EMG						
			5. Soutenir la préparation et l'approbation d'au moins 4 propositions de préparation pour le FVC 6. Développer et présenter via Internet et des formations à l'échelle nationale des informations et des outils d'aide pour l'accès au financement climatique 7. La représentation actuelle des priorités et des intérêts des pays insulaires océaniques aux forums importants..	Ex&Corp: PCU						
RO1.5 Aider les Membres insulaires océaniques à élaborer des réponses politiques aux questions de perte et de dommage, ou au changement climatique ou aux déplacements de population générés par des catastrophes naturelles	1.5.1 Au moins 3 ÉTIO ont élaboré des politiques relatives à la perte ou aux dommages	a) Un répertoire reprenant les pertes et les dommages est établi et indique qu'au moins 3 ÉTIO ont été aidés dans l'élaboration de politiques en matière de dommages.	1. Le PCCP va créer une page dédiée aux questions relatives aux pertes et dommages. 2. Aider les ÉTIO, sur demande, pour mettre en œuvre des politiques, sous réserve de disposer des ressources suffisantes	CCD	Sous Total – 83,640			Sous Total – 82,840		
					Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Capital Costs	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Capital Costs
			3. Soutenir la réalisation de cet indicateur dans le processus de développement des NEMS	EMG	83,640	0	0	82,840	0	0
			4. Soutenir la mise en œuvre de plans qui sont associés à la gestion et aux activités de gestion de catastrophe	WMPC 3.1.3:3.2.1,3	Source de financement			Source de financement		
					AU	83,640		AU	82,840	

TOTAL OBJECTIF RÉGIONAL 1		2018 Budget	2019 Budget
	Total Frais de personnel	\$1,667,926	\$894,547
	Total Frais de fonctionnement	\$13,199,364	\$14,571,660
	Total Capital	\$4,032	
	OVERALL TOTAL	<u>\$ 14,871,322</u>	<u>\$15,466,207</u>

OBJECTIF RÉGIONAL 1 : Les communautés océaniques voient leur résilience au changement climatique renforcée

2018-2019

BUDGET ESTIMATES BY SOURCE OF FUNDING 2018 & 2019		
	USD\$	USD\$
Personnel Costs:	2018	2019
Australia XB	545,224	527,565
Australia Bureau of Meteorology	292,888	85,020
GIZ	82,448	-
Government of Germany	505,415	132,557
Multi Donor	36,478	-
Pacific Is. Forum Secretariat	39,340	-
Secretariat of the Pacific Community	113,639	149,405
UNSECURED	52,493	-
Sub Total	1,667,926	894,547
Operating Costs:		
Adaptation Fund	1,972,010	2,618,290
Australia XB	116,435	118,745
Australia Bureau of Meteorology	570,656	-
Climate Analytics	240,000	240,000
European Union	2,400,000	2,400,000
Green Climate Fund	6,000,000	7,800,000
Government of Germany	1,190,465	966,379
Multi Donor	47,656	47,656
US - NOAA	60,500	-
New Zealand XB	303,505	108,101
Secretariat of the Pacific Community	34,800	32,800
United Kingdom Metrology Office	209,000	209,000
World Metrology Organisation	54,336	30,689
Sub Total	13,199,364	14,571,660
Capital Costs:		
Government of Germany	4,032	-
GRAND TOTAL	\$14,871,322	15,466,207

BUDGET ESTIMATES ALLOCATION BY MEMBER COUNTRY 2018 & 2019		
	2018	2019
COUNTRY	USD\$	USD\$
American Samoa	1,700	1,300
Fiji	65,157	23,868
Federated States of Micronesia	8,000	-
Kiribati	181,857	118,868
Nauru	2,500	-
Regional	14,215,551	15,171,134
Solomon Islands	-	8,300
Samoa	109,232	-
Tokelau	65,157	23,869
Tonga	21,600	-
Tuvalu	135,410	95,000
Vanuatu	65,157	23,868
GRAND TOTAL	\$14,871,322	\$15,466,207

OBJECTIF RÉGIONAL 2 : Les communautés océaniques bénéficient d'écosystèmes insulaires et océaniques sains et résistants

2018-2019

RO2: L'objectif décennal consiste à ce que les Membres océaniques tirent des bénéfices d'écosystèmes terrestres, côtiers et marins gérés de manière plus efficace. Pour 2018-2019, le PROE établit des priorités, entre autres :

- développement d'une proposition régionale au FVC en faveur de la résilience des écosystèmes côtiers
- Au moins 20 % des ÉTIO en faveur de capacités améliorées pour le récif corallien, capacité de gestion des ressources génétiques et zones protégées
- Au moins 50 % des ÉTIO ont atteint les objectifs d'Aichi du CDB
- Au moins 4 ÉTIO mettent en œuvre des mesures de gestion et d'éradication des espèces envahissantes, avec l'appui d'un cadre régional

Les personnes suivantes contribueront à la réalisation des objectifs de cette programme:

<u>Name</u>	<u>Position</u>
Stuart Chape	Director - Biodiversity and Ecosystem Management
Warren Lee Long	Coastal and Marine Adviser
David Moverley	Invasive Species Adviser
Michael Donohue	Threatened and Migratory Species Adviser
Amanda Wheatley	Ecosystem and Biodiversity Officer
Juney Ward	Shark & Ray Conservation Officer
Herman Timmermans	PEBACC Project Manager
David Loubser	PEBACC Vanuatu Country Manager
Allan Dan	PEBACC Vanuatu Project Officer
Fred Patison	PEBACC Solomon Islands Country Manager
Filomena Serenia	PEBACC Fiji Project Officer
Jilda Shem	PEBACC Communications Officer
Roneel Prasad	PEBACC Finance & Administration Officer
Makerita Atiga	Secretary to Director / Division Assistant
Akiko Hamada-Ano	Coastal & Marine Management Specialist (PCR/V)
Flora Artzner	Pacific Biodiversity Blue Belt Coordinator
VACANT	Biodiversity Adviser
VACANT	Ecosystem-based Adaptation Adviser
VACANT	Coastal & Coral Reef Management Officer
VACANT	Invasive Species Officer
VACANT	Protected Areas Officer
VACANT	ABS Legal Adviser
VACANT	ABS Capacity Building Officer
VACANT	ABS Technical & Finance Assistant

OBJECTIF RÉGIONAL 2 : Les communautés océaniques bénéficient d'écosystèmes insulaires et océaniques sains et résistants

2018-2019

Objectifs régionaux 2026	2019 Résultats	Indicators	Activités	Responsable Programme(s)	Prévisions budgétaires 2018 – US\$			Prévisions budgétaires 2019 – US\$		
RO2.1 Gérer et protéger efficacement les écosystèmes marins et côtiers ; atténuer les incidences des activités de pêche afin de garantir la bonne santé des espèces protégées, et réduire le rejet de substances polluantes marines qui augmentent les risques sanitaires humains afin de disposer d'océans sains et productifs qui garantissent la sécurité alimentaire et le développement durable	2.1.1 Les Membres du PROE, d'autres organisation et partenaires régionaux ont un accès aisé à de meilleures informations relatives à l'utilisation durable et à la conservation des ressources océaniques et de la biodiversité au-delà des juridictions nationales (BBNJ)	a) Quatre nouveaux exposés techniques et politiques portant sur la gestion des océans, les ABNJ/BBNJ, le suivi des ODD relatifs aux océans, l'exploitation des fonds marins et les questions y afférentes sont développés et coordonnés par le PROE et ses partenaires.	1. Fournir des présentations techniques et une assistance aux membres et aux missions des PEID à l'ONU sur la biodiversité au-delà de la juridiction nationale (BJN) et les indicateurs d'ODD, lors des réunions Prep Comm sur la BJN, par le biais de groupes de travail interrégionaux et entre les sessions. 2. Produire des projets de description des biorégions marines pour la région océanique avec des partenaires et des experts. 3. Apporter une aide légale et technique pour la mise en œuvre de zones et biodiversité situées au-delà des juridictions nationales (ABNJ-BBNJ), ainsi que des descriptions d'exploitation des fonds marins pour les partenaires techniques et les pays Membres 4. Soutenir l'intégration de la conservation des mers, des côtes et des espèces marines dans le processus de développement des NEMS.	BEM: C&M	Sous Total – 882,792			Sous Total – 711,832		
					Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Capital Costs	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Capital Costs
					135,124	747,668	0	78,534	633,298	0
					Source de financement			Source de financement		
					AU	53,679		AU	45,574	
					NZ	72,891		NZ	73,679	
					PW	41,067		EE	592,579	
					EE	715,155				
			5. Compilation d'ensemble de données spatiales régionales pour la biorégionalisation marine 6. Convocation d'ateliers sur la biorégionalisation de représentants des PEID et d'experts	EMG						
			7. Soutenir les actions de valorisation des bonnes pratiques en matière d'élimination des déchets dans les secteurs de la pêche et de la navigation qui ont des effets négatifs sur les écosystèmes côtiers (déchets, engins de pêche, eaux de ballast)	WMPC RO3.1.2						
			8. Soutenir les actions de valorisation des bonnes pratiques en matière d'élimination des déchets pour éviter les matières plastiques en milieu marin	WMPC RO3.1.1,2; 3.3.1						
	2.1.2 La capture accessoire d'espèces protégées au cours d'opérations de pêche commerciale est atténuée dans la pêche d'un ÉTIO majeur.	a) Au moins trois activités de formation destinées à la pêche commerciale sont menées dans la région afin de renforcer l'atténuation des captures accessoires. b) La collaboration dans le domaine de la capture accessoire établie avec les industries de la pêche et les agences concernées est étayée par la mise en œuvre de collectes de données plus efficaces sur les captures accessoires et les méthodes de contrôle, au moins au niveau des juridictions nationales	1. Dans le cadre de la mise en œuvre du projet FED-11 du PEUMP : • Revoir la portée et l'efficacité des pratiques d'atténuation existantes • Créer des relations de travail avec les organismes de pêches, les conseillers, les gestionnaires de flottes de pêche, les skippers, les capitaines et les équipages de bateaux de pêche • Développer et proposer un module de formation, fondé sur des modèles qui ont donné de bons résultats • Travailler avec les organismes de pêche régionaux et nationaux ainsi que des observateurs des pêches pour mettre en place des méthodes d'atténuation des captures dans les juridictions nationales	TAMS						

OBJECTIF RÉGIONAL 2 : Les communautés océaniques bénéficient d'écosystèmes insulaires et océaniques sains et résistants

2018-2019

Objectifs régionaux 2026	2019 Résultats	Indicators	Activités	Responsable Programme(s)	Prévisions budgétaires 2018 – US\$			Prévisions budgétaires 2019 – US\$		
	2.1.3 Les informations disponibles sur l'état des récifs coralliens océaniques sont plus précises, faciles d'accès et utiliser afin de parvenir à une planification et une gestion des récifs coralliens plus efficaces dans 20 % des ÉTIO	a) Une base de données sur les récifs coralliens est développée et l'état des récifs coralliens du Pacifique ainsi que des tendances qui s'y rapportent sont actualisés. b) Le profil environnemental d'au moins trois pays est amélioré, grâce à des informations issues de ladite base de données	1. Développer une base de données des récifs coralliens de la région Pacifique avec les membres et partenaires du GCRMN (Réseau mondial pour la surveillance des récifs coralliens). 2. Fournir l'état et les tendances en matière de récifs coralliens à l'échelle nationale et les intégrer dans les rapports et les programmes environnementaux nationaux, y compris l'évaluation de l'état de l'environnement 3. Aider les pays Membres à accéder à des formations et des directives dans l'évaluation et le contrôle des habitats côtiers et des récifs coralliens	C&M						
	2.1.4 Des exemples d'analyses des écosystèmes côtiers et marins plus précis ont été développés, mis en œuvre et mis à la disposition des Membres.	a) Une analyse et une cartographie intégrée des écosystèmes, ainsi que des évaluations rapides de la biodiversité sont effectuées dans au moins deux ÉTIO et les enseignements tirés sont communiqués aux Membres, qui les utilisent	1. Terminer la cartographie et l'analyse des écosystèmes pour 2 pays dans le cadre du projet PEUMP du FED-11 (Projet marin pour le Pacifique de l'Union européenne). 2. Compléter l'actualisation du Plan d'action régional pour le Pacifique sur les wetlands qui comprend des récifs coralliens	C&M						
	2.1.5 La stratégie relative à la gestion des eaux de ballast est mise en œuvre dans les pays insulaires océaniques	a) La stratégie relative à la gestion des eaux de ballast est mise en œuvre dans 7 ÉTIO b) Réserve de projet à signer avant la fin de l'année 2017	1. See 2.4.1: GEF6 project development will include implementation of Ballast Water management strategy in Tuvalu. 1. EDF-11 PEUMP 2. BIOPAMA Phase 2	ISP, WM						
					Sous Total - 2,188,800			Sous Total - 2,188,800		
					Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Capital Costs	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Capital Costs
						2,188,800			2,188,800	
					Source de financement			Source de financement		
					EU	1,800,000		EU	1,800,000	
					EU-ICN	388,800		EU-ICN	388,800	

OBJECTIF RÉGIONAL 2 : Les communautés océaniques bénéficient d'écosystèmes insulaires et océaniques sains et résistants

2018-2019

Objectifs régionaux 2026	2019 Résultats	Indicators	Activités	Responsable Programme(s)	Prévisions budgétaires 2018 – US\$			Prévisions budgétaires 2019 – US\$		
RO2.2 Soutenir la conservation et l'utilisation durable des écosystèmes marins, côtiers et terrestres, et de la biodiversité, en conformité avec les engagements régionaux et internationaux	2.2.1 Amélioration des capacités de gestion pour les zones protégées dans au moins 20 % des ÉTIO	a) Formation en planification et gestion de la protection d'aires marines dispensée dans quatre ÉTIO et évaluation de celle-ci afin de déterminer si les capacités ont été renforcées	1. Projet sur la Gestion de la biodiversité et les zones protégées (Biodiversity and Protected Areas Management - BIOPAMA) de la région du Pacifique à soutenir : <ul style="list-style-type: none"> Analyser les besoins pour des mesures d'efficacité de la gestion des aires protégées (PAME) par le biais de la participation des pays et des feuilles de route nationales existantes pour les objectifs d'Aichi 11. Préparer une proposition d'application de financement dans le cadre de la subvention BIOPAMA Action à l'IUCN pour mettre en place des mesures d'efficacité de la gestion et des activités associées à l'échelle régionale et nationale. À partir des feuilles de route nationales existantes pour les objectifs d'Aichi 11. Mettre en place des formations nationales sur les outils du portail des aires protégées des îles océaniques, notamment des réunions de formation préliminaires sur les PAME, les normes ouvertes pour les outils de planification de la conservation et Miradi, ainsi que d'autres formations à identifier à partir de la participation des pays par le biais du projet BIOPAMA. Mettre en place des formations nationales sur la gestion des données des aires protégées ainsi que l'analyse et les processus de contribution (par ex. la Planification spatiale marine, SIG). Soutenir la mise en place de réseaux d'experts sur les aires protégées (AP) nationales avec des mandats clairement définis pour soutenir le travail sur les AP, y compris la compilation des bases de données spatiales des AP nationales. 2. Soutenir l'intégration des priorités en matière d'aires protégées dans le processus de développement des NEMS. 3. Développer une base de données spatiale sur les AP pour les ÉTIO 4. Soutenir les ÉTIO dans le développement de directives PSM	C&M, EMG, CS	Sous Total –1,352,791			Sous Total –1,239,565		
					Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Capital Costs	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Capital Costs
					643,790	702,001	7,000	490,694	739,271	9,600
					Source de financement			Source de financement		
					AU	335,036		AU	302,119	
					CW	86,355		EE	363,199	
					EE	332,809		IU	114,950	
		b) Production de lignes directrices relatives à la planification de l'espace marin, à la gestion des aires protégées, au suivi et à la surveillance, et diffusion aux Membres et partenaires.	1. Les directives régionales sur la planification de l'espace maritime sont développées pour aider tous les pays dans la région. 2. Apporter une assistance technique à la capacité de gestion des PSM et AMP aux Îles Salomon, Fidji, Tonga et Vanuatu avec les partenaires. 3. Soutenir le développement des options d'utilisation des terres pour les installations de stockage des déchets et des décharges dans le cadre de l'adaptation au changement climatique qui n'ont pas d'effets négatifs sur la biodiversité et la conservation de l'écosystème	WMPC 3.1.1,3	GI	41,635		NZ	24,790	
					IU	84,950		UE	434,508	
					NZ	19,717				
					UE	426,008				
					UNSECURED	26,282				

OBJECTIF RÉGIONAL 2 : Les communautés océaniques bénéficient d'écosystèmes insulaires et océaniques sains et résistants

2018-2019

Objectifs régionaux 2026	2019 Résultats	Indicators	Activités	Responsable Programme(s)	Prévisions budgétaires 2018 – US\$		Prévisions budgétaires 2019 – US\$
			<p>4. Dans le cadre de la mise en œuvre du projet de la « Trame bleue pour la biodiversité » financé par l'Initiative BEST de l'Union européenne :</p> <ul style="list-style-type: none"> Assister la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française et Wallis et Futuna dans la gestion de la planification spatiale marine (PSM) et des aires marines protégées (AMP). Produire et distribuer des directives relatives à la PSM et à la surveillance technologique en anglais et en français pour tous les Membres <p>5. Fournir une assistance technique aux responsables et principales parties prenantes (par ex. les opérateurs touristiques) sur la mise en œuvre, l'utilisation et la gestion de parcours éducatifs sous-marins en Polynésie française et à Wallis et Futuna.</p> <p>6. Produire et distribuer des directives relatives aux parcours éducatifs sous-marins en Nouvelle-Calédonie en Polynésie française et à Wallis et Futuna.</p>	BEM			
	<p>2.2.2 Les capacités des ÉTIO à mettre en œuvre l'objectif 3 de la Convention sur la diversité biologique (CBD) sur l'accès et le partage des avantages (APA) sont renforcées afin d'améliorer la gestion et le contrôle des ressources génétiques nationales et locales</p>	<p>a) Trois ÉTIO ont préparé des projets d'instruments et processus politiques relatifs aux APA</p>	<p>1. Dans le cadre du projet régional d'accès et de partage des avantages (APA) financé par le FEM, effectuer ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> Analyser les biens/valeurs communes, les problèmes et les besoins (notamment les ressources biologiques et les applications de connaissance traditionnelle) entre les pays. Trouver une position régionale qui étaye une vision commune et soutienne l'application des politiques APA nationales et les négociations internationales. 	Biodiversity, EMG			

OBJECTIF RÉGIONAL 2 : Les communautés océaniques bénéficient d'écosystèmes insulaires et océaniques sains et résistants

2018-2019

Objectifs régionaux 2026	2019 Résultats	Indicators	Activités	Responsable Programme(s)	Prévisions budgétaires 2018 – US\$	Prévisions budgétaires 2019 – US\$
			<ul style="list-style-type: none"> • Identifier de nouvelles orientations politiques pour chaque pays et à l'échelle régionale. • Établir des mécanismes régionaux qui permettent d'apporter un appui technique et à une compréhension régionale permanents. • Lancer des études exploratoires nationales sur les lois et règlements existants associés au projet APA, notamment l'identification de lacunes et sur la ratification et la mise en œuvre du protocole de Nagoya. • Organiser des ateliers de sensibilisation du public à destination des décideurs du protocole et insister sur la prise de conscience de l'importance des ressources génétiques en tant que source d'innovation/moteur pour le partage des avantages dans l'économie nationale. • Rédiger des propositions de lois/règlements/politiques relatives à l'accès et au partage des avantages et les soumettre à des autorités compétentes pour leur validation, et aider à la préparation de projets de documentation pour ratification. • Faire l'évaluation des capacités et des systèmes visant à mettre en œuvre les dispositions fondamentales du PN. • Développer ou réviser des stratégies et des plans d'action pour la mise en œuvre des mesures d'APA • Créer et favoriser un environnement qui permet de développer des capacités parmi les parties prenantes ; une base de soutien pour les pays afin de tirer le meilleur parti possible de la biodécouverte et des occasions de commercialisation ; et un cadre institutionnel favorable. • L'échange d'informations et d'expériences sur le développement et la mise en œuvre du protocole de Nagoya par l'apprentissage mutuel entre les pays du Pacifique. 			
			2. Apporter une contribution juridique aux projets de politiques et d'actes en matière d'APA	EMG: 2		

OBJECTIF RÉGIONAL 2 : Les communautés océaniques bénéficient d'écosystèmes insulaires et océaniques sains et résistants

2018-2019

Objectifs régionaux 2026	2019 Résultats	Indicators	Activités	Responsable Programme(s)	Prévisions budgétaires 2018 – US\$	Prévisions budgétaires 2019 – US\$
	2.2.3 La Table ronde océanique pour la conservation de la nature coordonne et met en œuvre de manière efficace le Cadre pour la conservation de la nature et les zones protégées 2014-2020	a) Au moins 50 % des ÉTIO ont atteint l'objectif 11 d'Aichi relatif à l'établissement de zones protégées	<ol style="list-style-type: none"> 1. Organiser les réunions annuelles de la Table ronde océanique pour la conservation de la nature (PIRT), et la rencontre associée du groupe de travail sur les aires protégées afin de soutenir efficacement les progrès régionaux des pays océaniques pour atteindre les objectifs d'Aichi 11. 2. Renforcer les partenariats et la collaboration régionaux par la ratification de 3 nouvelles agences membres de l'accord de partenariat de la PIRT. 3. Travailler avec au moins 2 membres du PIRT pour aider au moins 4 pays à mettre en œuvre les priorités des AP dans leurs feuilles de route pour les objectifs d'Aichi 11. 4. Préparer la 10^{ème} Conférence sur la Nature en 2020, dont l'examen du Cadre actuel pour la conservation de la nature et la mise au point d'une version nouvelle de cadre. 	Biodiversity		
	2.2.4 Les données, informations et connaissances relatives aux aires protégées dans les ÉTIO sont améliorées, utilisées et facilement accessibles par les Membres et les partenaires via le Portail insulaire océanique des aires protégées (PIOAP)	a) Une série d'ÉTIO et de partenaires se sont associés au PIOAP et l'ont utilisé comme un répertoire permettant de partager des informations sur les aires protégées et la conservation de la biodiversité	<ol style="list-style-type: none"> 1. Projet sur la Gestion de la biodiversité et les zones protégées (Biodiversity and Protected Areas Management - BIOPAMA) de la région du Pacifique à soutenir : <ul style="list-style-type: none"> • Saisir et mettre à jour des nouvelles données environnementales vérifiées par les pays et disponibles à l'échelle locale, nationale et des écorégions, et élaborer des rapports sur les résultats nationalement et régionalement par le biais du portail des aires protégées des îles océaniques (PIPAP). • Faciliter le processus pour établir des modalités d'accords entre pays sur le partage de données (basées sur des procédures et protocoles nationaux). • Améliorer les fonctionnalités du PIPAP avec un tableau de bord/baromètre en consultation avec un Centre commun de recherche de l'Union européenne en respectant le contexte océanique. • Compiler des modules de formation, y compris un manuel sur les outils et services du PIPAP et explorer des moyens pratiques de les intégrer dans le renforcement de capacité et des programmes/initiatives de formation à l'échelle régionale et nationale. 	Biodiversity, EMG, CS: 1		

OBJECTIF RÉGIONAL 2 : Les communautés océaniques bénéficient d'écosystèmes insulaires et océaniques sains et résistants

2018-2019

Objectifs régionaux 2026	2019 Résultats	Indicators	Activités	Responsable Programme(s)	Prévisions budgétaires 2018 – US\$			Prévisions budgétaires 2019 – US\$		
			<ul style="list-style-type: none"> Développer des outils du PIPAP, des moyens de communication et des produits et activités promotionnels qui sont utilisés pour soutenir les processus de prise de décision. Mettre en place des formations nationales sur les outils du PIPAP et des formations de renforcement des capacités du SIG pour les responsables des AP (complémentaire au point 4.1.1). Mettre à jour et améliorer le PIPAP en intégrant une fonction interactive pour favoriser l'établissement de réseaux et les transferts de connaissances, y compris une fonctionnalité pour faciliter les conseils d'experts. <ol style="list-style-type: none"> Développer les bases de données spatiales des AP pour les ÉTIO et les télécharger pour les accords sur le partage de données en attente sur le PIPAP. Mettre en place des formations de renforcement des capacités du SIG pour les responsables des AP (complémentaire au point 4.1.1). 	EMG: 2-3						
RO2.3 Éviter l'extinction des espèces menacées et appuyer les mesures visant à maintenir leur statut de conservation	2.3.1 Un plan d'action pour les espèces marines (PAEM) actualisé comprenant un chapitre supplémentaire dédié aux requins et aux raies est approuvé par l'ensemble des ÉTIO et utilisé par les ÉTIO comme base pour la conservation des espèces marines menacées	a) Le plan d'action régional pour les espèces marines est examiné et actualisé pour la période 2018-2023. b) Au moins 5 ÉTIO mettent en œuvre des activités dans le cadre du PAEM en vue de protéger et de conserver les espèces marines protégées, avec l'appui du PROE	1. Produire et présenter un projet de PAEM à la Conférence du PROE en 2017 pour collecter des commentaires, puis en 2018 mis à jour.	TAMS:1	Sous total – 560,635			Sous total – 314,922		
			2. Prodiquer des conseils et une assistance technique aux Membres sur la conservation des espèces marines menacées.	TAMS:2	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Capital Costs	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Capital Costs
			3. Promouvoir le PAEM comme une voie stratégique dans le développement de NEMS pour les pays sélectionnés.	EMG:3	119,605	441,030		87,592	227,330	
					Source de financement			Source de financement		
					EE NZ PW	321,310 126,205 113,120		EE NZ	220,730 94,192	
	2.3.2 Le statut de conservation des tortues marines est suivi de manière régulière et les informations y afférentes sont communiquées aux Membres et aux partenaires	a) La gestion des données reprises dans la base de données de recherches et de suivi des tortues marines (TREDS) est plus efficace et des rapports de mise à jour sont envoyés aux Membres et aux partenaires tous les ans	<ol style="list-style-type: none"> Mettre à jour les TREDS afin que ce soit une application Web plus facile d'utilisation Fournir des ressources qui garantissent que le flux des informations réponde à l'indicateur Soutenir la surveillance communautaire sur les plages de nidification 	TAMS						

OBJECTIF RÉGIONAL 2 : Les communautés océaniques bénéficient d'écosystèmes insulaires et océaniques sains et résistants

2018-2019

Objectifs régionaux 2026	2019 Résultats	Indicators	Activités	Responsable Programme(s)	Prévisions budgétaires 2018 – US\$			Prévisions budgétaires 2019 – US\$		
	2.3.3 Les Membres progressent pour établir deux nouveaux sanctuaires marins dans la région du PROE afin de protéger les espèces menacées	a) Un appui à la planification et à la gestion est offert aux ÉTIO dans le cadre de l'établissement d'au moins deux nouveaux sanctuaires pour les espèces marines	1. Assistance technique et soutien fournis au Samoa et à Tokelau pour renforcer les dispositions juridiques de protection des requins et la mise en place de sanctuaires 2. Formation sur l'application et la conformité délivrée pour les représentants gouvernementaux (agents d'exécution) qui ont créé des sanctuaires pour requins tels qu'au Samoa	TAMS						
	2.3.4 Des lignes directrices régionales proposant des bonnes pratiques en matière d'écotourisme des espèces sont élaborées et mises en œuvre par au moins 2 ÉTIO.	a) Approbation des bonnes pratiques pour l'écotourisme des espèces par les Membres du PROE et mise en œuvre de celles-ci par au moins 2 ÉTIO	1. Produire et distribuer des directives régionales pour une meilleure pratique en matière d'écotourisme autour des requins et des raies.	TAMS						
RO2.4 Réduire de manière significative l'incidence socio-économique et écologique des espèces envahissantes sur les écosystèmes terrestres et aquatiques et contrôler ou éradiquer les espèces prioritaires	2.4.1 Des mesures de gestion et d'éradication des espèces envahissantes sont mises en œuvre dans au moins 4 ÉTIO et un cadre de soutien régional est mis en place	a) Allocation de 4 millions USD à quatre ÉTIO en vue de mettre en œuvre des mesures de gestion et d'éradication b) Allocation de 2 millions USD du Fonds mondial de l'environnement (FEM) pour lutter contre les espèces envahissantes au niveau régional c) Des espèces envahissantes sont éradiquées sur quatre îles d) Les espèces envahissantes sont gérées sur quatre sites	1. Élaborer jusqu'au statut « approuvé » le projet FEM 6 « Renforcer les capacités régionales et nationales pour réduire l'impact des espèces exotiques envahissantes sur la biodiversité d'importance mondiale dans le Pacifique » en comptant les crédits nationaux STAR d'au moins 4 millions USD. 2. Élaborer jusqu'au statut « approuvé » le projet FEM 6 « Renforcer les capacités régionales et nationales pour réduire l'impact des espèces exotiques envahissantes sur la biodiversité d'importance mondiale dans le Pacifique » en comptant sur une assistance régionale d'un fonds mondial supplémentaire réservé de 2 millions USD. 4. Coordonner une rencontre des partenariats sur les espèces envahissantes en 2018 et 2019 afin de garantir la disponibilité d'une aide d'un expert aux Membres pour une large variété d'activités et de problèmes liés aux espèces envahissantes. 5. Déterminer les cibles d'éradication prioritaires lors du stade de développement du projet FEM 6 en 2018. Mettre en œuvre les activités d'éradication prioritaires en 2019. 6. Déterminer les activités prioritaires de gestion des sites lors du stade de développement du projet FEM 6 en 2018. Soutenir la gestion en cours des sites au Tonga, à Niue et au Samoa 7. Soutenir l'intégration de la gestion des espèces envahissantes dans le processus de développement des NEMS. 8. Fournir un conseil sur la prolifération des espèces envahissantes provenant des débris marins	ISP: 1-5	Sous total – 535,079			Sous total – 132,460		
					Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Capital Costs	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Capital Costs
					149,826	385,253		103,585	28,875	
					Source de financement			Source de financement		
					EE	190,178		NZ	132,460	
				EMG: 6	IC	35,000				
					MU	35,000				
					NZ	180,901				
				WMPC 3.1.2	UE	94,000				

OBJECTIF RÉGIONAL 2 : Les communautés océaniques bénéficient d'écosystèmes insulaires et océaniques sains et résistants

2018-2019

Objectifs régionaux 2026	2019 Résultats	Indicators	Activités	Responsable Programme(s)	Prévisions budgétaires 2018 – US\$		Prévisions budgétaires 2019 – US\$	
	2.4.2 Les capacités des membres du Réseau océanique d'apprentissage sur les espèces envahissantes (PILN) à gérer et éradiquer les espèces envahissantes sont renforcées via des initiatives menées au sein du réseau	a) Au moins une réunion régionale du PILN est organisée b) Nombre de nouvelles ressources sur la base de données de lutte.	1. Coordonner la mobilisation des données des espèces envahissantes avec des partenaires nationaux. 2. Convoquer une réunion régionale PILN en 2019. 3. Réengager l'équipe du PILN du CNMI afin de redynamiser leur collaboration et participation nationales dans un réseau régional. 4. Apporter une assistance technique au Comité des espèces envahissantes de Micronésie. 5. Apporter une assistance technique au nouveau Comité des espèces envahissantes de Mélanésie. 6. Maintenir et accroître les ressources disponibles à travers la base de ressources de lutte contre les espèces envahissantes (Battler Resource Base). 7. Développer deux nouvelles publications pour les séries « Pacific Invasive Species Battler ». (Contrôle biologique de la multiplication des mauvaises herbes pour des écosystèmes résilients ; contrôle des prédateurs pour des écosystèmes résilients)..	ISP				

TOTAL OBJECTIF RÉGIONAL 2		Budget 2018	Budget 2019
	Total Frais de personnel	\$ 1,048,345	\$760,406
	Total Frais de fonctionnement	\$4,464,752	\$3,817,574
	Total Capital	\$7,000	\$9,600
	OVERALL TOTAL	<u>\$5,520,097</u>	<u>4,587,580</u>

OBJECTIF RÉGIONAL 2 : Les communautés océaniques bénéficient d'écosystèmes insulaires et océaniques sains et résistants

2018-2019

BUDGET ESTIMATES BY SOURCE OF FUNDING 2018 & 2019		
	USD\$	USD\$
Personnel	2018	2019
Australia XB	280,364	241,432
Commonwealth Secretariat	86,355	-
European Union	57,142	47,348
GIZ	12,515	-
New Zealand	335,022	256,029
Pew Charitable Trust	41,069	-
United Nations Environment Programme	209,597	215,597
UNSECURED	26,282	-
Sub Total	1,048,345	760,406
Operating		
Australia XB	108,350	103,660
European Union	3,302,308	2,929,160
European Union – IUCN	388,800	388,800
GIZ	29,120	-
Island Conservation	35,000	-
International Union of Conservation on nature	77,950	107,950
Multi donor	35,000	-
New Zealand XB	64,693	69,093
Pew Charitable Trust	113,120	-
United Nations Environment Programme	310,411	218,911
Sub Total	4,464,752	3,817,574
Capital		
Australia XB	-	2,600
International Unit of Conservation on Nature	7,000	7,000
Sub Total	7,000	9,600
GRAND TOTAL	\$5,520,097	\$4,587,580

BUDGET ESTIMATES ALLOCATION BY MEMBER COUNTRY 2018 & 2019		
	2018	2019
COUNTRY	USD\$	USD\$
Cook Islands	4,000	-
Federated States of Micronesia	5,000	-
Nauru	-	4,000
Niue	3,500	7,500
Northern Mariana	7,500	-
Palau	5,000	-
Regional	5,455,497	4,564,580
Solomon Islands	-	4,000
Tonga	3,500	3,500
Tuvalu	4,000	-
Vanuatu	-	4,000
Wallis & Futuna	32,100	-
GRANT TOTAL	\$5,520,097	\$4,587,580

OBJECTIF RÉGIONAL 3 : Les communautés océaniques bénéficient d'une gestion améliorée des déchets et de la lutte contre la pollution

2018-2019

R03: L'objectif décennal est de récolter les bénéfices qu'apporte la mise en œuvre de solutions pratiques et durables en matière de prévention et de gestion des déchets et de lutte contre la pollution pour les communautés océaniques. . Pour 2018-2019, le PROE établit des priorités, entre autres :

- Réduire les effets néfastes des déchets produits par les polluants sur l'air, l'eau et les sols, notamment par le biais des éléments du projet PacWaste Plus, l'amélioration de la gestion du cycle de vie des sites contaminés, en traitant les débris marins et en aidant les initiatives régionales de gestion de déchets générés par des catastrophes.
- Renforcement des mécanismes internationaux, régionaux et nationaux pour la gestion des déchets, notamment en utilisant les résultats de la Table ronde pour un Pacifique propre (2016 et 2018), développement de politiques et stratégies nationales en matière de déchet, formation sur les capacités régionales et gestion des produits chimiques et des déchets dangereux dans le cadre des Conventions de la BRS, l'OMI, Minamata et Waigani.
- La récupération des ressources qui contribue au développement économique et social, notamment le recyclage des déchets verts, des déchets métalliques, des batteries d'accumulateurs au plomb usagées et du mercure, une enquête sur les mécanismes de financement durable et le transport à faibles émissions de carbone pour le transport maritime.
- La surveillance et la diffusion de rapports pour soutenir la prise de décision fondée sur des preuves qui saisit les informations sur le renforcement des capacités, la gestion des déchets et la santé des environnements récepteurs avec un processus pour contrôler les progrès de la stratégie « Pacifique plus propre 2025 ».

Les personnes suivantes contribueront à la réalisation des objectifs de cette programme

<u>Name</u>	<u>Position</u>
Vicki HALL	Director – Waste Management & Pollution Control
Anthony TALOULI	Pollution Adviser
Frank GRIFFIN	Hazardous Waste Management Adviser
Ma Bella GUIINTO	Solid Waste Management Adviser
Adi TAMANIKAIYAROI	Secretary to Director / Divisional Assistant

OBJECTIF RÉGIONAL 3 : Les communautés océaniques bénéficient d'une gestion améliorée des déchets et de la lutte contre la pollution

2018-2019

Objectifs régionaux 2026	Résultats 2019	Indicateurs	Activités	Responsable Programme(s)	Prévisions budgétaires 2018 – US\$			Prévisions budgétaires 2019 – US\$		
RO3.1 Minimiser les effets néfastes des déchets chimiques et autres sur la santé des individus et sur l'environnement grâce à une gestion du cycle de vie respectueuse de l'environnement, conformément aux cadres régionaux et internationaux convenus, notamment le projet Pacifique plus propre 2025 ; et réduire de manière significative le rejet de substances polluantes dans l'air, l'eau et le sol	3.1.1 20 % des déchets permanents sont éliminés des ÉTIO et au moins 3 sites contaminés sont réhabilités	a) Au moins 20 % des déchets permanents sont éliminés b) Au moins trois sites contaminés sont réhabilités	1. Le retrait de l'amiante et de déchets médicaux 2. Le traitement et l'exportation de déchets électroniques 3. La gestion des batteries plomb acide usagées (BPAu) 4. Aider 3 ÉTIO en identifiant les sites contaminés et en les dépolluant ; 5. Aider 3 ÉTIO en améliorant leurs stocks de déchets chimiques et dangereux et en les assistant pour les retirer en vue d'un recyclage ou une destruction. 6. Gestion améliorée des huiles usagées et réhabilitation des décharges provisoires 7. Retrait des déchets chimiques (agricoles et industriels)	WMPC	Sous Total – 403,576			Sous Total – 322,231		
					Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Capital Costs	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Capital Costs
					252,326	146,250	5,000	245,231	77,000	0
	3.1.2 Obtention d'un financement pour les déchets marine et les microplastiques et mise en œuvre d'actions prioritaires.	a) Allocation de 6 millions USD par le Fonds de l'environnement mondial (FEM) pour lutter contre les déchets marins et les microplastiques b) Plan d'action régional contre les déchets marins et les microplastiques adopté et au moins 20 % des activités mises en œuvre	8. Soutenir l'intégration de la gestion des déchets dans le processus de développement des NEMS.	EMG	Source de financement			Source de financement		
					AU	193,861		AU	204,195	
					NZ	102,465		NZ	85,036	
					UE	107,250		UE	33,000	
			1. Promouvoir des mesures visant à réduire le rejet délibéré de déchets en mer par les navires de pêches par le biais de la Commission des pêches du Pacifique Centre-Ouest	TAMS						
			2. Mettre en place des composants du PAM/PNUE pour la protection de l'environnement marin à partir de sources terrestres	WMPC/BEM						
			3. La négociation pour le financement potentiel du projet sur les débris/déchets marins							
			4. Le développement du plan d'action régional sur les déchets marins et les micro-plastiques.							
			5. La mise en œuvre du plan d'action régional sur les déchets marins et les micro-plastiques qui comprend des discussions de gestion avec en particulier les ORGP pour réduire le rejet de déchets en mer par les navires de pêches par le biais de la Commission des pêches du Pacifique Centre-Ouest ;							
			6. Promouvoir les actions nationales et régionales sur les déchets marins et les micro-plastiques, notamment en faisant passer le message que les micro-plastiques sont des vecteurs de produits chimiques dangereux, y compris de polluants organiques persistants, mercure et autres substances toxiques							

OBJECTIF RÉGIONAL 3 : Les communautés océaniques bénéficient d'une gestion améliorée des déchets et de la lutte contre la pollution

2018-2019

Objectifs régionaux 2026	Résultats 2019	Indicateurs	Activités	Responsable Programme(s)	Prévisions budgétaires 2018 – US\$			Prévisions budgétaires 2019 – US\$		
	3.1.3 Amélioration des pratiques relatives à la gestion des déchets résiduels dans trois décharges et sites de stockage	a) Amélioration d'au moins trois décharges. b) Établissement d'au moins trois sites de stockages des déchets dangereux.	1. Aider au développement de directives régionales sur la gestion des déchets (avec J-PRISM2), y compris la gestion de déchets dangereux causés par les catastrophes 2. Réhabiliter et adapter trois sites de décharges 3. Mise en place des installations de stockage et de traitement de déchets dangereux 4. Identifier les décharges provisoires pour les déchets causés par les catastrophes	WMPC						
		c) Réserve de projet à signer avant la fin de l'année 2017	1. PacWaste Plus du FED 11	WMPC	Sous Total – 2,000,000			Sous Total – 3,000,000		
					Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Capital Costs	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Capital Costs
						2,000,000			3,000,000	
					Source de financement			Source de financement		
					EE	2,000,000		EE	3,000,000	
RO3.2 Renforcer les mécanismes nationaux, régionaux et internationaux de gestion des déchets, notamment les déchets chimiques et dangereux, les déchets des secteurs nautiques et aéronautiques, les plastiques déversés dans les océans ainsi que tous les autres débris marins (institutionnel).	3.2.1 3 ÉTIO ont établi des canaux de financement durables afin de gérer les déchets chimiques et les polluants (DCP)	a) Au moins trois ÉTIO ont terminé et approuvé l'analyse coût-bénéfice pour la mise en place d'un programme visant les pays pollueurs. b) Au moins 9 ÉTIO ont actualisé et adopté des stratégies en matière de déchets c) Quatre propositions de financement destinées à traiter les domaines prioritaires sont identifiées par les évaluations stratégiques et les analyses de lacunes présentées aux bailleurs	1. Aider à la réalisation d'une analyse coûts-avantages pour une loi sur les conteneurs de dépôt de déchets et autres mécanismes financiers associés 2. Assistance pour le développement de stratégies/politiques nationales de gestion de la pollution et/ou de déchets intégrées 3. Propositions de financement préparées et soumises aux membres du PNUE/FEM, de l'AFD et de la PRIF (y compris, l'UE, le ministère et le secrétariat australien des Affaires étrangères et du commerce [DFAT et MFAT] sur la base du programme « Pacifique plus propre 2025 » et autres stratégies mises en place telles que pour la ferraille et les résultats de l'étude de recirculation la PRIF. 4. Explorer de nouvelles occasions de financement avec des bailleurs de fonds non traditionnels dans le domaine de gestion des déchets et de la pollution	WPMC	Sous Total – 464,636			Sous total – 439,566		
					Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Capital Costs	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Capital Costs
					337,996	126,640	0	333,329	106,237	0
					Source de financement			Source de financement		
					AU	205,174		AU	219,757	
					IM	79,100		IM	79,100	
					NZ	171,451		NZ	140,709	
					UE	8,910				
			5. Renforcer les mécanismes internationaux, régionaux et nationaux pour la gestion des déchets dans le processus NEMS. 6. Apporter une assistance légale dans la mise en œuvre du projet régional POP du FEM	EMG						

OBJECTIF RÉGIONAL 3 : Les communautés océaniques bénéficient d'une gestion améliorée des déchets et de la lutte contre la pollution

2018-2019

Objectifs régionaux 2026	Résultats 2019	Indicateurs	Activités	Responsable Programme(s)	Prévisions budgétaires 2018 – US\$		Prévisions budgétaires 2019 – US\$	
	3.2.2 La stratégie régionale en matière de pollution marine provenant des épaves de navires et des navires abandonnés	a) Examen du PACPLAN terminé et approuvé b) La stratégie régionale visant à gérer les navires laissés à l'abandon et les épaves est achevée et approuvée par les Membres du PROE c) Une boîte à outils pédagogique est développée pour tous les ÉTIO d) Programmes de sensibilisation et pédagogiques sur les DCP dispensés dans plusieurs ÉTIO	1. Réviser et mettre à jour le PACPLAN pour validation 2. Développer une stratégie régionale pour gérer les navires abandonnés et les épaves. 3. Développer un pack spécifique de sensibilisation ciblée pour la branche du transport maritime 4. Aider à la mise en œuvre de boîtes à outil d'apprentissage et de plan de communication à l'échelle nationale 5. Mettre en place des programmes de sensibilisation sur les déchets 6. Soutenir l'intégration du développement du PACPLAN dans le processus de développement et de révision des NEMS.	WPMC EMG				
	3.2.3 Sensibilisation accrue et durable aux DCP, coordination et dialogue engagé au sein de plateformes et de forums existants et nouveaux, notamment la boîte à outils pédagogique des ÉTIO, qui inclut le secteur privé	a) Au moins 7 groupes de travail techniques opérationnels établis avec les cadres M&E, notamment le réseau pour le recyclage et l'élimination des déchets dangereux	1. Faciliter les tâches des groupes de travail techniques de la Table ronde pour un Pacifique propre	WPMC/EMG				
	3.2.4 Le PROE a conduit neuf évaluations des besoins en formation sur les capacités dans les ÉTIO et informations sur les évaluations intégrées dans la base de données des îles océaniques (PIDOC)	a) Les évaluations des besoins en formation sont effectuées dans au moins 9 ÉTIO b) Au moins une formation dispensée sur chaque type de déchets. c) La base de données PIDOC reprenant les informations sur les activités relatives aux DCP fonctionne et est opérationnelle	1. Faire des évaluations des besoins en formation en collaboration avec les programmes FED11 et JPRISM2 2. Organiser des programmes de formation ciblés, notamment une approche intégrée en matière de gestion des déchets dangereux (FED11) 3. Révision et utilisation de PIDOC pour évaluer l'expertise régionale sur les différentes zones de gestion des déchets	WPMC/EMG				
	3.2.5 3 ÉTIO ont établi des approches synergiques intégrées visant à gérer les déchets chimiques et dangereux en se servant des Conventions de BRS (Bâle, Rotterdam et Stockholm), de Minamata et Waigani.	a) Analyse des besoins et des lacunes, réalisée dans au moins 6 ÉTIO b) Formation synergique organisée dans au moins 3 ÉTIO et systèmes préliminaires établis c) 3 ÉTIO intègrent une Convention dont ils ne font pas encore partie.	1. Effectuer une analyse des lacunes et des besoins conjointement avec les programmes FED11 et JPRISM2 et la Convention de Waigani 2. Organiser des programmes de formation ciblés sur la mise en œuvre des synergies dans 3 ÉTIO et travailler avec eux pour développer une structure de gouvernance/institutionnelle pour la mise en place à l'échelle nationale (FED11) 3. Aider au moins 3 pays à signer des conventions qu'ils n'ont actuellement pas ratifiées	WPMC EMG				

OBJECTIF RÉGIONAL 3 : Les communautés océaniques bénéficient d'une gestion améliorée des déchets et de la lutte contre la pollution

2018-2019

Objectifs régionaux 2026	Résultats 2019	Indicateurs	Activités	Responsable Programme(s)	Prévisions budgétaires 2018 – US\$			Prévisions budgétaires 2019 – US\$		
RO3.3 Récupérer des ressources grâce aux déchets et aux polluants par le biais du compost (récupération de nutriments) recyclage (récupération de matériaux), récupération d'énergie, et autres mesures visant à minimiser les déchets et à contribuer au développement économique et social	3.3.1 Activités de récupération de ressources et de recyclage financées et mises en œuvre	a) Moyenne de 10 % du détournement des déchets issus de décharges de 9 ÉTIO b) Améliorer la législation relative aux conteneurs à Palaos et dans les États fédérés de Micronésie c) Initiatives choisies répétées dans quatre autres ÉTIO d) Au moins 12 autres communautés lancent des projets pilotes de recyclage des déchets organiques	1. Soutenir l'intégration de la récupération et du recyclage des déchets dans le processus de développement des NEMS.	EMG	Sous -total – 81,618			Sous -total – 87,200		
			2. Faciliter et aider à la mise en œuvre d'activités de recyclage (déchets recyclables et organiques, y compris les produits chimiques comme les BPAu, le mercure, etc.)	WPMC	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Capital Costs	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Capital Costs
			3. Aider au développement de nouveaux mécanismes de financement durable et à l'amélioration des existants		71,938	9,680	0	72,055	15,145	0
			4. Aider à la gestion et à la réduction des déchets agricoles, verts et organiques (déchets verts, de porcherie).		Source de financement			Source de financement		
			5. Aider à la gestion et à la réduction des produits chimiques et dangereux		AU NZ	48,173 33,445		AU NZ	44,240 42,960	
RO3.4 Améliorer le suivi des déchets et de la pollution des environnements bénéficiaires afin de permettre la prise de décision éclairée pour déterminer les mesures appropriées destinées à protéger la santé humaine et à réduire les dommages causés à l'environnement qui sont associés	3.4.1 Systèmes régionaux de suivi des déchets prévus mis en œuvre dans tous les ÉTIO	a) Système régional de suivi des déchets mis en place, diffusé et mis en œuvre dans tous les ÉTIO b) Table ronde pour un Pacifique propre menée en 2018 c) Au moins neuf pays ont mené l'enquête et l'évaluation des risques des stocks de DCP et des installations qui les abritent.	1. Soutenir l'intégration en matière de gestion des déchets dans le processus de développement des NEMS..	EMG	Sous total – 85,329			Sous total – 81,491		
			2. Apporter une aide pour la mise en place de transport à faibles émissions de carbone par le biais de la mise en œuvre du projet de Centre de coordination de transport maritime océanien financé par l'OMI/l'UE.	WPMC	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Capital Costs	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Capital Costs
			3. Développement d'un système régional de surveillance des déchets conjointement au projet J-PRISM2, notamment pour les déchets dangereux ;		77,409	5,920	2,000	75,551	5,940	0
			4. Collecte de données qui utilisent un système de surveillance des déchets.		Source de financement			Source de financement		
			5. Organiser une table ronde sur le Pacifique propre en 2018.		AU NZ	41,816 43,514		AU NZ	48,517 32,974	
			6. Organiser une enquête et une évaluation des risques des réserves du WPC...							

TOTAL OBJECTIF RÉGIONAL 3		2018 Budget	2019 Budget
	Total Frais de personnel	\$739,668	\$726,166
	Total Frais de fonctionnement	\$2,288,490	\$3,204,322
	Total Capital	\$7,000	
	OVERALL TOTAL	<u>\$3,035,158</u>	<u>\$3,930,488</u>

OBJECTIF RÉGIONAL 3 : Les communautés océaniques bénéficient d'une gestion améliorée des déchets et de la lutte contre la pollution

2018-2019

BUDGET ESTIMATES BY SOURCE OF FUNDING 2018 & 2019		
	USD\$	USD\$
Personnel Costs	2018	2019
Australia XB	419,943	455,659
New Zealand XB	319,726	270,507
Sub Total	739,669	726,166
Operating Costs		
Australia XB	64,080	61,050
European Union	2,000,000	3,000,000
International Maritime Organisation	79,100	79,100
New Zealand XB	29,150	31,172
United National Environment Programme	116,160	33,000
Sub Total	2,288,490	3,204,322
Capital Costs		
Australia XB	5,000	-
New Zealand XB	2,000	-
Sub Total	7,000	-
GRAND TOTAL	\$3,035,158	\$3,930,488

BUDGET ESTIMATES ALLOCATION BY MEMBER COUNTRY 2018 & 2019		
	2018	2019
COUNTRY	USD\$	USD\$
Cook Islands	8,500	4,000
Fiji	6,600	8,700
Federated States of Micronesia	8,400	9,630
Kiribati	4,000	6,600
Marshall Islands	13,310	4,000
Nauru	6,200	4,000
Niue	4,000	11,140
Papua New Guinea	12,456	7,756
Palau	14,264	4,000
Regional	2,917,640	3,845,406
Solomon Islands	6,600	4,000
Samoa	4,500	4,500
Tonga	10,908	4,000
Tuvalu	10,280	4,000
Vanuatu	7,500	8,756
GRANT TOTAL	\$ 3,035,158	\$3,930,488

OBJECTIF RÉGIONAL 4 : Les communautés océaniques et leur environnement bénéficient des engagements pris en faveur des bonnes pratiques de gouvernance environnementale, et de leur application

2018-2019

R04: Soutenir la mise en œuvre de pierres angulaires permettant d'atteindre l'objectif sur 10 ans des Membres océaniques en renforçant les capacités nationales en matière de gouvernance environnementale. Pour la période 2018-2019, le PROE établit des priorités, entre autres :

- aider les ÉTIO à remplir leurs obligations principales sur la base des AME et des réunions de négociation associées
- planifier et gérer un développement durable national intégré, notamment en produisant des évaluations de l'état de l'environnement et des stratégies de gestion environnementales nationales.
- Établir un suivi opérationnel, une collecte de données et des systèmes de stockage des données, ainsi que des politiques et une législation liées aux bases de données nationales.
- Renforcer les synergies entre la science, la politique et les savoirs traditionnels et locaux
- Renforcer la conception de projet et soutenir la capacité de fournir aux ÉTIO un accès accru au processus de planification et aux financements pour la gestion de projets en mettant en place de nouvelles politiques de cycle de projet et l'Unité de coordination des projets.

Les personnes suivantes contribueront à la réalisation des objectifs de cette programme

<u>Name</u>	<u>Position</u>
Easter GALUVAO	Director – Environmental Monitoring & Governance
Clark PETERU	Legal Adviser
Jope DAVETANIVALU	Planning and Capacity Development Adviser
Paul ANDERSON	Environmental Monitoring and Reporting Officer
Ryan WRIGHT	Spatial Planning Officer
Whitney ISENHOWER	Environmental Reporting Specialist (PCRV)
Pauline FRUEAN	Secretary to Director/Divisional Assistant
VACANT	Sustainable Development Adviser
VACANT	Environmental Monitoring and Reporting Adviser
VACANT	Environmental Monitoring & Reporting Officer
VACANT	Environmental Assessment & Planning Officer
VACANT	Inform Project Manager

OBJECTIF RÉGIONAL 4 : Les communautés océaniques et leur environnement bénéficient des engagements pris en faveur des bonnes pratiques de gouvernance environnementale, et de leur application

2018-2019

Objectifs régionaux 2026	2019 Résultats	Indicateurs	Activités	Responsable Programme(s)	Prévisions budgétaires 2018 – US\$			Prévisions budgétaires 2019 – US\$		
RO4.1 Renforcer les systèmes de planification et de mise en œuvre nationaux pour le développement durable, notamment par le biais d'évaluation d'impact sur l'environnement (EIE), d'évaluations environnementales stratégiques (EES) et de la planification spatiale	4.1.1 Amélioration des capacités des ÉTIO en matière de planification intégrée, notamment l'utilisation des outils que sont les EIE, les EES et la planification spatiale	a) 3 ÉTIO ont rédigé un document SNGE (ou équivalent)	1. Fournir une assistance technique et des directives sur les NEMS pour : • Réviser et développer des NEMS dans 2 ÉTIO en 2018 • Facilitant l'adaptation et l'intégration de NEMS, ODD et NSDP • Élaborer et développer des NEMS dans au moins 2 ÉTIO en 2019 2. Offrir un soutien technique et des formations sur les EIE à : • Nauru, notamment le développement de réglementations nationales sur les EIE • Les Îles Cook en créant des formations sur les EIE en 2017 et en les étendant aux îles périphériques • États fédérés de Micronésie (Yap et Chuuk) • Publier des manuels régionaux de formation sur les EIE 3. Publier et distribuer des documents d'orientations SEA	EMG	Sous -Total – 345,768			Sous -Total – 356,983		
		b) 4 ÉTIO ont reçu une formation sur les EIE et l'EES et évaluation de ces formations			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Capital Costs	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Capital Costs
					230,504	115,264	0	272,520	84,463	0
					Source de financement			Source de financement		
					AU CW GI NZ UE	210,887 1,675 1,876 101,330 30,000		AU NZ	253,853 103,130	
RO4.2 Améliorer les capacités nationales en matière de bonne gouvernance environnementale grâce à une aide technique pour le développement de politiques et de textes de loi, ce qui permet de soutenir la mise en œuvre des engagements pris par les Membres au niveau régional et international	4.2.1 Les ÉTIO disposent de politiques et de lois liées aux bases de données nationales qui leur permettent de mettre en œuvre leurs principales obligations internationales	a) Trois ÉTIO disposent de politiques et de lois liées aux bases de données nationales qui leur permettent de mettre en œuvre leurs grandes obligations internationales	1. Fournir une assistance technique conformément aux demandes des ÉTIO pour la biodiversité associée aux AME comme la CCNUCC et la CDB, ainsi que les protocoles associés, notamment le développement d'une législation, des rapports nationaux et des révisions de NBSAP, NISAP, etc. 2. Formation sur la mise en application et la conformité avec l'IUCN-ORO et l'Australian Centre for Environmental Compliance (ACFEC) dans 2 ÉTIO 3. Soutenir les pays dans la mise en place des AME, notamment dans la rédaction de politiques et de lois ainsi que pour leur participation aux COP et les réunions connexes 4. Soutenir le projet régional de FEM sur l'accès et le partage des avantages 5. Soutenir la mise en œuvre de politiques environnementales dans le cadre du processus des NEMS dans au moins 2 ÉTIO.	Biodiversity, TAMS, C&M, CCD: 1 EMG 2 - 3	Sous -Total – 172,302			Sous -Total – 181,257		
					Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Capital Costs	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Capital Costs
					117,269	53,033	2,000	126,224	53,033	2,000
					Source de financement			Source de financement		
					AU NZ	114,107 58,195		AU NZ	114,607 66,650	
				EMG: 5						

OBJECTIF RÉGIONAL 4 : Les communautés océaniques et leur environnement bénéficient des engagements pris en faveur des bonnes pratiques de gouvernance environnementale, et de leur application

2018-2019

Objectifs régionaux 2026	2019 Résultats	Indicateurs	Activités	Responsable Programme(s)	Prévisions budgétaires 2018 – US\$			Prévisions budgétaires 2019 – US\$		
			6. Aider les ÉTIO à respecter leurs obligations internationales en vertu des Conventions sur les déchets dangereux	WMPC 3.2.1						
RO4.3 Renforcer la collecte de données environnementales, suivi, analyse et rapports sur les résultats, aux niveaux national et régional	4.3.1 Les ÉTIO disposent de systèmes de collecte de données opérationnels, et de systèmes de suivi du stockage des données	a) 2 ÉTIO ont des systèmes de collecte de données opérationnels, et des systèmes de suivi du stockage des données b) Les ÉTIO ont des protocoles en place destinés à la collecte, au stockage et à l'utilisation de données	1. Dans le cadre du projet ACP-AME, <ul style="list-style-type: none"> Développer, publier et distribuer des directives sur les éléments et les étapes clés pour élaborer, évaluer et produire un rapport sur l'état de l'environnement (SEO) national Renforcer les capacités pour rédiger ces rapports, aider au développement de SEO et compiler des données de SEO dans deux ÉTIO 2. Renforcer les capacités dans les ÉTIO afin de développer des indicateurs ODD à partir de bases de données environnementales nationales.. 3. Consolider les capacités régionales et nationales de renforcement du projet PNUE-FEM à mettre en place pour étayer la planification et l'évaluation de l'état de l'environnement et les rapports dans le projet océanien d'AME (nommé le projet Inform) avec les interventions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> Concevoir et développer des bases de données et des réseaux régionaux et nationaux afin de faciliter le suivi de l'état de l'environnement océanien Renforcer les cadres légaux des politiques et de la planification régionales et nationales pour la surveillance et la publication de rapports Développer les capacités d'utilisation des systèmes et des outils basés sur Internet pour soutenir les processus de planification, de surveillance et d'élaboration de rapports Mettre en place une unité de gestion des projets fonctionnelle et efficace, ainsi que des systèmes de gouvernance et de gestion 4. 2 ÉTIO ont localisé et centralisé une infrastructure en open-source servant à la gestion et l'administration de données environnementales cruciales pour des rapports régionaux et nationaux	EMG	Sous-total – 893,385			Sous-total – 804,937		
					Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Capital Costs	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Capital Costs
					466,353	412,407	14,625	383,132	383,407	38,398
					Source de financement			Source de financement		
					AU UE	44,315 849,070		AU UE	44,814 760,123	
			5. Soutenir la collecte, la surveillance de données et la formation associée en développant un système de suivi environnemental des déchets	WMPC 3.4.1						
			6. Soutenir et améliorer la collecte de données en partageant des protocoles de collecte de données pour les connaissances techniques	CCD						

OBJECTIF RÉGIONAL 4 : Les communautés océaniques et leur environnement bénéficient des engagements pris en faveur des bonnes pratiques de gouvernance environnementale, et de leur application

2018-2019

Objectifs régionaux 2026	2019 Résultats	Indicateurs	Activités	Responsable Programme(s)	Prévisions budgétaires 2018 – US\$			Prévisions budgétaires 2019 – US\$		
			2. Incorporer des données spatiales et tabulaires dans les analyses nationales d'état et de tendances des récifs coralliens dans les rapports et la planification environnementaux, y compris les SEO	C&M						
RO4.4 Renforcer l'accès aux mécanismes de financement et utilisation efficace et efficiente des financements afin de réaliser les interventions nécessaires	4.4.1 Les ÉTIO ont un accès accru aux financements qui leur permet de prévoir et de mettre en œuvre des réponses à leurs priorités environnementales nationales et aux engagements pris aux niveaux international et régional.	a) Une Unité de coordination des projets est établie afin d'institutionnaliser et mettre en œuvre les procédures liées aux projets et les processus relatifs aux propositions de projets. b) Évaluation de finance climatique effectuée dans 3 payses.	1. Fournir des conseils techniques pour le développement de la conception du projet FED 11 2. Soutenir le développement de programmes nationaux pour l'accès au Fonds vert pour le climat et au Fonds d'adaptation, ainsi qu'au financement du Fonds pour l'environnement mondial 3. Assurer les financements du FVC par le biais du programme de résilience écosystémique marine et côtière. 4. Proposer la conception de projet et l'aide à la gestion par le biais d'outils, de directives et de formation et de renforcement des capacités dans les pays.	WMPC 3.1.1 Ex&Corp: PCU	Sous -total – 118,565			Sous -total –119,065		
					Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Capital Costs	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Capital Costs
					44,315	74,250	0	44,815	74,250	0
					Source de financement			Source de financement		
					AU	118,565		AU	119,065	
RO4.5 Renforcer les synergies entre la science, la politique et les savoirs traditionnels et locaux afin d'orienter la prise de décisions	4.5.1 Les informations sur l'importance d'intégrer les savoirs traditionnels à la science pour procéder à la prise de décision sont mieux comprises par les Membres du PROE et sont intégrées aux politiques	a) Parachever et diffuser une politique basée sur la science et les savoirs traditionnels aux Membres b) De nouvelles politiques, décisions et de nouveaux projets qui associent les savoirs traditionnels à la science sont développés dans au moins 3 ÉTIO.	1. La division Changement climatique développera une politique sur les sciences et les connaissances traditionnelles dans le but d'intégrer les deux pour améliorer la communication et la prise de décision en matière de science 2. La division Changement climatique aidera les ÉTIO à développer et	CCD	Sous -total – 4,157			Sous -total –4,157		
					Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Capital Costs	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Capital Costs
					4,157	0	0	4,157	0	0
					Source de financement			Source de financement		
					AU	4,157		AU	4,157	

TOTAL OBJECTIF RÉGIONAL 4		2018 Budget	2019 Budget
	Total Frais de personnel	\$862,597	\$830,848
	Total Frais de fonctionnement	\$ 654,954	\$595,153
	Total Capital	\$16,625	\$40,398
	OVERALL TOTAL	\$ 1,534,177	\$1,466,399

OBJECTIF RÉGIONAL 4 : Les communautés océaniques et leur environnement bénéficient des engagements pris en faveur des bonnes pratiques de gouvernance environnementale, et de leur application

2018-2019

BUDGET ESTIMATES BY SOURCE OF FUNDING 2018 & 2019		
	USD\$	USD\$
	2018	2019
Personnel Costs		
Australia XB	332,498	372,014
New Zealand XB	108,061	120,517
United Nations Environment Programme	422,038	338,318
Sub Total	862,597	830,848
Operating Costs		
Australia XB	157,533	162,483
Commonwealth Secretariat	1,675	-
GIZ	1,876	-
New Zealand XB	51,463	49,263
United National Environment Programme	442,407	383,407
Sub Total	654,954	595,153
Capital Costs		
Australia XB	2,000	2,000
United Nations Environment Programme	14,625	38,398
Sub Total	16,625	40,398
GRAND TOTAL	\$1,534,177	\$1,466,399

BUDGET ESTIMATES ALLOCATION BY MEMBER COUNTRY 2018 & 2019		
	2018	2019
COUNTRY	USD\$	USD\$
Cook Islands	9,000	3,500
Federated States of Micronesia	18,000	-
Kiribati	-	5,000
Nauru	5,500	5,500
Niue	3,500	-
Papua New Guinea	-	13,000
Palau	-	13,500
Regional	1,412,767	1,386,839
Solomon Islands	47,000	-
Tokelau	-	7,000
Tonga	17,500	-
Tuvalu	-	20,000
Vanuatu	5,500	-
Samoa	15,410	12,060
GRAND TOTAL	\$1,534,177	\$1,466,399

Objectif: Veiller au bon fonctionnement du Secrétariat et à la prestation efficace de services à tous les Membres

Les personnes suivantes contribueront à la réalisation des objectifs de la direction générale et des services généraux

<u>Name</u>	<u>Position</u>		
Kosi LATU	Director General	Siniva TUUAU-ENOSA	Project Accountant
Roger Cornforth	Deputy Director General	Alvin SEN	Project Accountant
Rosanna GALUVAO AH-CHING	Executive Assistant to the Director General	Maraea SLADE-POGI	Procurement Officer
Apiseta ETI	Executive Assistant to the Deputy Director General	Rachel LEVI	Finance Officer
Audrey BROWN-PEREIRA	Executive Officer	Penina MATATUMUA	Finance Officer
Selesitina MENI-RETI	Internal Auditor	Hetta LEATULAGI	Finance Officer – Travel
Simpson Abraham	SPREP Solid Waste Management Expert - FSM	Anuilagi TYRELL	Finance Officer – Data Processing
Kilom ISHIGURO	Technical Expert (Water Sector) & Liaison Officer - RMI	Lawrence WARNER	Property Services Officer
Monica TUPAI	Corporate Services Assistant	Faamanatu SITITI	Driver/Clerk
Simon WILSON	Manager, Project Coordination Unit	Amosa TO'OTO'O	Cleaner/Teaperson
Meapelo MAIAI	GEF Support Adviser	Cynthia AH LOO	Cleaner/Teaperson
Christina TIerno	Project Management Specialist (PCRV)	Tagiilima ENELE	Groundsman
Sven Hakan THYR	Project Management Specialist (PCRV)	Isaia TALAITAU	Groundsman
Christian SLAVEN	Information Technology Manager	Simeamativa VAAI	Human Resources Adviser
Epeli TAGI	IT Network and Systems Support Engineer	Luana CHAN-	Human Resources Officer
Billy CHAN TING	Web Applications Developer Specialist	JAMIESON	
Ainsof SO'O	Systems Developer & Analyst	Jolynn MANAGREVE-	Assistant Human Resources Officer
Tavita SUA	IT Assistant	FEPULEAI	
Nanette WOONTON	Media and Public Relations Officer	Marion TUIPULOTU-	Assistant Human Resources Officer
Leanne MOANANU	Communications Support Officer	CHAN CHUI	
Miraneta WILLIAMS-HAZELMAN	Information Resource Centre & Archives Manager	VACANT	Monitoring & Evaluation Adviser
Angelica SALELE	Information Management Officer	VACANT	Climate Finance Adviser
Lupe SILULU	Records & Archives Officer	VACANT	Communications & Outreach Adviser
Emma ARASI	Records & Archives Assistant	VACANT	Publications Officer
Petra CHAN TUNG	Finance and Administration Adviser	VACANT	Outreach Support Officer
Veronica F. LEVI	Financial Accountant	VACANT	Finance Officer
			Finance Officer
			Administration & Conference Officer
			Procurement Assistant

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 1 : Le PROE dispose de systèmes d'information, de connaissances et de communications qui fournissent les bonnes informations aux bonnes personnes au bon moment et influencent positivement les changements organisationnels, comportementaux et environnementaux

2018-2019

Objective 1: Les deux premières années du PROE vers la réalisation de l'objectif décennal consistant à insuffler un changement positif porteront sur les améliorations à apporter aux systèmes et pratiques liées à l'IT, aux mécanismes de partage d'informations et de connaissances, et mettra particulièrement l'accent sur le soutien des Membres grâce à des activités de communication et de sensibilisation.

Objectif organisationnel 2026	2019 Résultats	Indicateurs	Activités	Responsable Programme(s)	Prévisions budgétaires 2018 – US\$			Prévisions budgétaires 2019 – US\$		
OO1.1 Partager et utiliser les connaissances par le bien du développement et du maintien de systèmes et de processus fiables pour être efficace dans la collecte, le stockage et l'accès aux informations essentielles	5.1.1.1 Les ressources et produits de gestion des informations et des savoirs (RPGIS) du PROE sont disponibles et faciles d'accès par le grand public et les parties prenantes du PROE	a) 100 % des RPGIS du PROE sont disponibles et ouvertes à tous sur le site Web. Toutes les copies papier sont diffusées auprès des Membres du PROE, de leurs partenaires et des parties prenantes b) Des portails d'information et des services de bibliothèques fiables permettant un accès aisé et rapide aux informations fonctionnent de manière efficace.	1. Consulter le point 2.4.2 Maintenir et accroître les ressources disponibles à travers la base de ressources de lutte contre les espèces envahissantes (Battler Resource Base).	Invasive Species	Sous Total – 423,227			Sous Total – 428,227		
					Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Capital Costs	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Capital Costs
			2. Intégrer les sites Internet existants aux nouveaux SGDDM	IT:2-6	287,102	136,125	0	287,102	141,125	0
			3. Développement et maintien des sites/portails Internet		Source de financement			Source de financement		
			4. Fournir des conseils et un appui techniques en TI au Secrétariat		AU	69,231		AU	69,231	
			5. Proposer des formations au personnel une/deux fois par an		NZ	8,000		NZ	8,000	
			6. Fournir des services de recherche et de documentation au personnel du PROE, aux Membres et aux parties prenantes		PR	340,996		PR	345,996	
			7. Répondre aux demandes d'information dans les 24 à 48 heures		EE	5,000		EE	5,000	
			8. Numériser les collectes du patrimoine du PROE.	IRCA:7-14						
			9. Améliorer et affiner le système d'information en ligne de la bibliothèque							
			10. Acquérir des ressources pertinentes pour les besoins du personnel du PROE et des utilisateurs							
			11. Distribuer des publications/informations du PROE aux Membres, parties prenantes et aux bibliothèques en temps opportun	COMMS						
			12. Les ressources pertinentes disponibles via la BDD du PEIN sont référencées en conséquence							
			13. Élaborer de nouvelles et/ou mettre à jour les politiques, directives et ressources marketing existantes de l'IRCA							
			14. Développer des ressources et du matériel du PROE conformément aux politiques et directives du PROE							
			15. Mettre en œuvre une stratégie de communication d'entreprise et interne du PROE							

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 1 : Le PROE dispose de systèmes d'information, de connaissances et de communications qui fournissent les bonnes informations aux bonnes personnes au bon moment et influencent positivement les changements organisationnels, comportementaux et environnementaux

2018-2019

Objectif organisationnel 2026	2019 Résultats	Indicateurs	Activités	Responsable Programme(s)	Prévisions budgétaires 2018 – US\$	Prévisions budgétaires 2019 – US\$				
	5.1.1.2 Les pratiques de gestion des savoirs du PROE sont améliorées et les plateformes de services d'information, de communications et de technologie de l'information sont opérationnelles	a) Un nouveau système d'enregistrement et de gestion des documents électronique est développé. b) Des portails d'information et des services de bibliothèques fiables permettant un accès aisé et rapide aux informations fonctionnent de manière efficace	1. Développer et mettre en place de nouveaux SGDDM 2. Revoir, développer et maintenir les systèmes et bases de données d'informations 3. Migrer les dossiers publics vers les SGDDM	IT						
	5.1.1.3 Amélioration des pratiques de gestion des savoirs du PROE	a) D'ici 2019, la stratégie et le cadre internes de gestion des savoirs du PROE sont développés	4. Revoir le système de classement actuel 5. Développer des directives pour les nouveaux SGDDM	IRC						
			1. Groupe de travail sur la gestion des connaissances opérationnel 2. Stratégie et cadre pour la gestion des connaissances développés	ICIT						
			1. La division Changement climatique : Convoque des réunions de groupes de travail sur les CT 2. Développe un projet de stratégie pour les CT	CCD/KMWG						
OO1.2 Instiller un changement comportemental positif au sein du PROE et parmi ses parties prenantes grâce à des communications persuasives, ciblées et intégrées	5.1.2.1 Increased understanding of the role of the media in sharing information about the Pacific environment.	a) Au moins deux formations aux médias dispensées au niveau national et régional tant pour les spécialistes de l'environnement océanien et des médias b) Une campagne de communications sur les voyages en Océanie se tiendra au niveau régional, lors des grands événements du PROE, et lors des Conférences des Parties aux accords multilatéraux environnementaux	1. Convoquer des réunions de préparations CD/CITES à la CdP pour intégrer une campagne « Direction le Pacifique » pour le PROE et les participants insulaires océaniens ainsi qu'un événement en parallèle à la 14 ^{ème} Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique et un stand d'information associé îles océaniques/PROE. 2. Par le biais du projet BIOPAMA, développer et créer des produits sur les connaissances d'information et de communication sur le portail des aires protégées des îles océaniques et promouvoir ses avantages et son rôle comme outil principal pour le suivi, la création de rapports et le soutien des pays afin qu'ils remplissent leurs objectifs et respectent leurs engagements nationaux, régionaux et mondiaux. 3. Présenter des événements sur « Direction le Pacifique » lors des conférences des Parties au CMS et CITES 4. Maintenir la présence du PROE et sa visibilité sur l'ensemble des réseaux sociaux. Mettre en place des formations sur les médias pour les journalistes de la région Pacifique 5. Motiver et susciter des actualités sur l'environnement dans les médias de la région pacifique par des mesures incitatives	Biodiversity, TAMS: 1-3	Sous Total – 91,004			Sous Total – 94,594		
5.1.2.2 Amélioration de la visibilité de l'environnement océanien au niveau régional et international					Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Capital Costs	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Capital Costs
					49,594	41,410	0	49,094	45,500	0
					Source de financement			Source de financement		
					AU	55,204		AU	52,794	
	IU	17,300		IU	17,300					
	NZ	12,000		NZ	12,000					
	PR	6,500		PR	12,500					

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 1 : Le PROE dispose de systèmes d'information, de connaissances et de communications qui fournissent les bonnes informations aux bonnes personnes au bon moment et influencent positivement les changements organisationnels, comportementaux et environnementaux

2018-2019

Objectif organisationnel 2026	2019 Résultats	Indicateurs	Activités	Responsable Programme(s)	Prévisions budgétaires 2018 – US\$			Prévisions budgétaires 2019 – US\$		
OO1.3 Amélioration de la qualité et de l'interopérabilité de l'infrastructure des technologies de l'information et des communications au sein du PROE et dans la région	5.1.3.1 Établissement d'une unité ICTI et intégration et d'interopérabilité d'au moins 20 % des systèmes existants du PROE notamment le Projet de système de gestion des informations (PSGI)	a) L'unité ICTI est dotée en personnel et bénéficie de ressources solides b) 20-30 % des systèmes d'information existants sont intégrés/reliés et interopérables c) 2 stratégies ICTI internes sont adoptées au PROE	6. Développer et mettre en place des campagnes de communication sur les voyages dans la région pacifique, y compris en organisant des consultations avec les membres, développant des messages, des activités événementielles/de communications, le réseautage, le travail médiatique.	IRCA/COMM S: 4						
			7. Distribution de documentation du PROE aux conférences sur les AME	COMMS: 5-7						
			1. Intégrer les AWPID, FMIS et SGIP aux SGDDM	IT	Sous total – 410,782			Sous total – 403,982		
			2. Stratégie TI développée		Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Capital Costs	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Capital Costs
			3. réviser, développer et préserver des services et des infrastructures de TIC essentiels	IRCA	362,232	48,550	0	362,232	41,750	0
			4. proposer une formation technique de TI une/deux fois par an aux Membres		Source de financement			Source de financement		
			5. Repérer les documents pertinents sur PEIN afin d'améliorer l'interopérabilité avec d'autres systèmes	COMMS	AU PR	171,540 239,242		AU PR	171,540 232,442	
			6. Mettre en œuvre les divers volets du travail de l'ICIT (International Conference on Information Technology) pour le PROE avec une équipe bien dotée en ressources							
	5.1.3.2 Le recouvrement des coûts ICTI est intégré aux développements et aux activités de projets et des normes relatives aux technologies ICTI et à l'interopérabilité sont recommandées	a) Un répertoire des services en ligne est développé b) Une politique de recouvrement des coûts est mise en œuvre dans tous les projets existants ayant des composantes ICTI. c) Au moins un audit IT mené avec succès	1. Développer une base de référencement de services Internet	ICIT: 1-4						
			2. Les services Internet développés et documentés pour les FMIS, SGDDM, AWPID et PMIS							

TOTAL OBJECTIF ORGANISATIONNEL 1		2018 Budget	2019 Budget
	Total Frais de personnel	\$698,927	\$698,427
	Total Frais de fonctionnement	\$226,085	\$228,375
	Total Capital		
	OVERALL TOTAL	<u>\$925,012</u>	<u>\$926,802</u>

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 2 : Le PROE dispose de processus multidisciplinaires afin de réaliser les programmes et soutenir les Membres pour qu'ils développent des politiques et des stratégies nationales et régionales

2018-2019

Objective 2:

- Au cours des deux premières années destinées pour renforcer la capacité du PROE à soutenir les Membres dans les politiques nationales et les travaux stratégiques, trois éléments fondamentaux seront prioritaires pour réaliser des avancées vers l'objectif décennal :
- un alignement plus marqué des plans d'action nationaux des Membres
- au sein du PROE, la mise en œuvre efficace des nouvelles politiques et procédures relatives au cycle de vie du projet, notamment l'unité de coordination des projets et le groupe d'examen et de suivi des projets
- la mise sur pied d'un système efficace permettant de faire état des enseignements et des résultats.

2026 Regional Objectives	2019 Outcomes	Indicators	Activités	Responsible Programme(s)	Prévisions budgétaires 2018 – US\$			Prévisions budgétaires 2019 – US\$		
OO2.1 Promouvoir les approches intégrées pour les programmes afin de relever les défis que présente la gestion environnementale.	5.2.1.1 Les services généraux et techniques du PROE collaborent avec les Membres afin de concevoir les programmes et les projets.	a) Des plans d'action pour les pays et les territoires sont établis pour chaque Membre, et reflètent leurs priorités dans le cadre du Plan de mise en œuvre des performances 2020-2021 b) 100 % des propositions de projet pertinentes sont examinées par le groupe d'examen et de suivi des projets, afin de garantir l'obtention d'avis des programmes techniques et généraux avant qu'elles ne soient présentées pour obtenir un financement. c) 100 % des projets en cours sont intégrés au PMIS d) Un manuel sur le fonctionnement des projets officialisant les contributions interprogrammes est achevé	1. Fournir un soutien et des données pour la révision des propositions de projets par l'intermédiaire du groupe de suivi et d'examen du projet afin de garantir une réponse aux exigences de suivi et de rapports en matière d'environnement, de genre, d'ESS, d'EIE et de légalité	EMG	Sous Total – 19,222			Sous Total – 27,413		
					Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Capital Costs	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Capital Costs
					15,972	3,250	0	18,163	9,250	0
					Source de financement			Source de financement		
					NZ PR	15,972 3,250		NZ PR	18,163 9,250	

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 2 : Le PROE dispose de processus multidisciplinaires afin de réaliser les programmes et soutenir les Membres pour qu'ils développent des politiques et des stratégies nationales et régionales

2018-2019

2026 Regional Objectives	2019 Outcomes	Indicators	Activités	Responsible Programme(s)	Prévisions budgétaires 2018 – US\$			Prévisions budgétaires 2019 – US\$		
OO2.2 Renforcer le cadre du PROE dans lequel s'établissent les rapports sur les enseignements et les résultats, en intégrant des volets relatifs à la performance environnementale et organisationnelle.	5.2.2.1 Avoir un système de rapports sur les enseignements et les résultats efficace permet au PROE de présenter un rapport portant spécifiquement sur les résultats à la Conférence du PROE de 2019	a) Cadre pour les enseignements et les résultats en place en 2018 b) Le manuel sur les enseignements tirés des projets et des programmes est disponible et à la disposition du personnel, des consultants et des partenaires c) Un rapport sur l'efficacité des résultats organisationnels est présenté aux Membres 2019	2. Development of a SPREP M&E policy and implementation plan for the 2 year PIP and 10 year strategic plan 3. Support SPREP's project cycle work with M&E advice and input 4. Preparation of a learning and outcomes framework 5. Undertake a programme of staff awareness support and capacity building for SPREP's M&E function.		Sous Total –			Sous Total –		
					Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Capital Costs	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Capital Costs
					Source de financement			Source de financement		

TOTAL OBJECTIF ORGANISATIONNEL 2		2018 Budget	2019 Budget
	Total Frais de personnel	\$ 15 972	\$ 18 163
	Total Frais de fonctionnement	\$ 3 250	\$ 9 250
	Total Capital		
	OVERALL TOTAL	\$ 19 222	\$ 27 413

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 3 : Le PROE bénéficie d'une base de financement fiable et durable permettant d'obtenir des résultats dans le domaine environnemental, dans l'intérêt de la région des îles du Pacifique, et gère ses programmes et son fonctionnement de manière à respecter le budget convenu

2018-2019

Objective 3:

- Dans son premier programme de travail bisannuel visant à réaliser l'objectif décennal, le PROE considérera prioritaires les aspects suivants :
- maintien d'un budget en équilibre,
- mise en œuvre de la nouvelle politique en matière de gestion des risques
- développer et mettre en œuvre un cadre de partenariat et de mobilisation des ressources

2026 Regional Objectives	2019 Outcomes	Indicators	Activités	Responsible Programme(s)	Prévisions budgétaires 2018 – US\$			Prévisions budgétaires 2019 – US\$		
OO3.1 Obtenir un budget équilibré et durable.	5.3.1.1 Un excédent net permanent dans les résultats financiers et une réduction des réserves négatives.	a) Les recettes obtenues sont supérieures aux dépenses suite à la croissance des revenus	1. Suivre régulièrement les flux de trésorerie et le bilan de l'organisation et proposer des recommandations pertinentes à la direction 2. Assurer le suivi des rapports budgétaires mensuels et fournir des conseils avisés 3. Fournir en temps opportun les rapports (financiers, budgétaires et sur les projets) requis par les agents. 4. Conseiller la Direction générale et le personnel sur les questions financières. 5. Fournir des services financiers professionnels et des conseils pertinents au personnel 6. Suivre et gérer activement l'exposition au risque de change 7. Promouvoir des pratiques efficaces de gestion immobilière et foncière 8. Gérer les biens immobiliers afin de les maintenir aux normes établies 9. Fournir des véhicules avec chauffeur à la Direction générale et aux dignitaires officiels invités ainsi que les services de transport terrestre connexes 10. Fournir des services d'appui administratif à l'ensemble du personnel et des locataires et procéder à leur examen si nécessaire	F&A	Sous Total – 651,701			Sous Total – 658,801		
		b) Les budgets annuels de 2018 et 2019 sont réalisés dans une marge de 10 % au-dessus ou en dessous des dépenses.			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Capital Costs	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Capital Costs
					119,001	532,700	0	119,001	0	539,800
	5.3.1.2 Le risque de change est géré comme il se doit	c) La perte de change est réduite et ne dépasse pas l'excédent financier			Source de financement			Source de financement		
					AU PR	43,645 608,056		AU PR	43,645 615,156	

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 3 : Le PROE bénéficie d'une base de financement fiable et durable permettant d'obtenir des résultats dans le domaine environnemental, dans l'intérêt de la région des îles du Pacifique, et gère ses programmes et son fonctionnement de manière à respecter le budget convenu

2018-2019

2026 Regional Objectives	2019 Outcomes	Indicators	Activités	Responsable Programme(s)	Prévisions budgétaires 2018 – US\$			Prévisions budgétaires 2019 – US\$		
OO3.2 Gérer les fonds de manière efficace et transparente grâce à des systèmes financiers, de gestion des risques et d'audit, intégrés dans des programmes de gestion, de suivi, d'évaluation et dans les systèmes de reporting.	5.3.2.1 Les risques sont identifiés et atténués comme il se doit	a) Une politique de gestion des risques actualisée aborde tous les risques et des actions d'atténuation sont en place.	1. Répondre et résoudre les demandes contractuelles et des problèmes légaux	EMG	Sous Total – 1,345,659			Sous Total – 1,393,104		
	5.3.2.2 Les systèmes fiduciaires garantissent que la gestion financière est correcte et intègre	b) Une opinion d'audit sans réserve portant sur les comptes financiers est reçue en 2018 et 2019. 100 % des rapports financiers présentés aux bailleurs et aux partenaires sont corrects et soumis dans les délais impartis. La totalité (100 %) des rapports financiers est soumise aux donateurs et aux partenaires ; ils sont exacts, précis et soumis dans les délais.	2. Faciliter le plan de travail de l'audit interne afin d'atténuer les risques identifiés	Audit	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Capital Costs	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Capital Costs
			3. Fournir au moment opportun et avec précision les états financiers et les données pour l'année 2018 et 2019 aux auditeurs externes à des fins d'audit	F&A	1,235,779	109,880	0	1,242,544	150,560	
	4.3.2.3 Les bailleurs et les partenaires approuvent et acceptent tous les rapports financiers des projets concernés	c) Réserve de projet à signer avant la fin de l'année 2017	4. Faciliter les audits afin de garantir l'obtention d'une opinion d'audit sans réserve pour les années 2018 et 2019		Source de financement			Source de financement		
			5. Soutenir les demandes des donateurs en leur fournissant des conseils et des services de qualité		AU	230,190		AU	230,190	
			6. Fournir des rapports financiers en temps voulu afin de répondre aux exigences des donateurs		NZ	1,089,180		NZ	1,129,860	
					PR	26,288		PR	33,054	
			Frais de soutien des programmes		Sous -Total – 405,047			Sous Total – 276,945		
					Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Capital Costs	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Capital Costs
					405,047			276,945		
OO3.3 Établir des relations fructueuses, stratégiques et à long terme avec les bailleurs actuels et nouveaux grâce à un dialogue régulier, notamment via des discussions et des réunions de haut niveau	5.3.3.1 Les partenaires prioritaires existants sont transformés en des partenariats durables, qui soutiennent activement la réalisation des objectifs régionaux, et de nouveaux bailleurs sont approchés	a) Augmentation du nombre de bailleurs existants et nouveaux	1. Implication dans des partenariats et cadre de mobilisation des ressources		Source de financement			Source de financement		
		b) Le cadre d'engagement des partenariats et de mobilisation des ressources est développé	2. Travail de représentation en cours par la direction.		PR	405,047		PR	276,945	
					Sous -total – 211,111			Sous total – 422,111		
					Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Capital Costs	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Capital Costs
					121,111	90,000	0	121,111	301,000	0
					Source de financement			Source de financement		
					PR	211,111		PR	422,111	

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 3 : Le PROE bénéficie d'une base de financement fiable et durable permettant d'obtenir des résultats dans le domaine environnemental, dans l'intérêt de la région des îles du Pacifique, et gère ses programmes et son fonctionnement de manière à respecter le budget convenu

2018-2019

2026 Regional Objectives	2019 Outcomes	Indicators	Activités	Responsible Programme(s)	Prévisions budgétaires 2018 – US\$			Prévisions budgétaires 2019 – US\$		
OO3.4 Renforcer les capacités du PROE dans son rôle d'entité régionale de mise en œuvre (RIE) pour le changement climatique et de canal pour d'autres mécanismes de financement environnemental	5.3.4.1 Le PROE établit un portfolio présentant au moins quatre projets/programmes approuvés en tant que RIE	a) Une unité de coordination des projets pleinement opérationnelle est établie au Secrétariat afin d'institutionnaliser et de mettre en œuvre les procédures RIE et le processus de développement de projet ÉTIO b) Le PROE établit un portfolio présentant au moins quatre projets/programmes approuvés à hauteur de 10 millions de dollars en tant que RIE pour le Fonds vert pour le climat et le Fond d'adaptation. c) Tous les ÉTIO éligibles ont des projets prêts	1. Inclure le cycle des meilleures pratiques sur projets du PROE dans le processus de travail et la culture du PROE par des formations et la sensibilisation	Ex&CS: PCU	Sous-total – 138,324			Sous total – 215,324		
					Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Capital Costs	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Capital Costs
					91,574	46,750	0	91,574	123,750	0
					Source de financement			Source de financement		
					AU 138,324			AU 215,324		
OO3.5 Rechercher de nouvelles sources et formes de soutien financier durable.	5.3.5.1 Mise en œuvre et utilisation efficaces de la « politique de recouvrement des coûts »	a) Le processus de recouvrement des coûts est mis en place dans 75 % des budgets de projets b) Augmentation du montant des frais imputés au recouvrement des coûts	1. Travailler en étroite collaboration avec le personnel pour programmer correctement le processus de recouvrement des coûts et les estimations budgétaires depuis la création du projet et au fil de son avancement 2. Délivrer régulièrement des rapports au personnel et le suivi du recouvrement des coûts en suspens 3. Mettre en œuvre, superviser et rédiger des rapports sur l'application du cycle de projets du PROE comme moyens de planifier et délivrer des projets financièrement stables	Ex&CS: F&A: 1-2	Sous total – 70,125			Sous total – 70,125		
					Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Capital Costs	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Capital Costs
					70,125	0	0	70,125	0	0
				Ex&CS: PCU 3	Source de financement			Source de financement		
					PR 70,125			PR 70,125		

TOTAL OBJECTIF ORGANISATIONNEL 3		2018 Budget	2019 Budget
	Total Frais de personnel	\$1,637,589	\$1,644,354
	Total Frais de fonctionnement	\$1,184,377	\$1,392,054
	Total Capital		
	OVERALL TOTAL	\$ 2,821,966	\$3,036,408

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 4 : Le PROE joue un rôle de premier plan et participe à des partenariats fructueux et à diverses collaborations

2018-2019

Objectif 4: L'objectif décennal doit, pour tous les partenariats du PROE, se baser sur des critères clairs pour les responsabilités individuelles et mutuellement bénéfiques avec un suivi régulier de l'efficacité.

Pour atteindre cet objectif d'ici 2027, le programme de travail bisannuel du PROE visera à renforcer les partenariats existants, et à établir un cadre d'engagement des partenariats et de mobilisation des ressources (CEPMR) qui servira de cadre aux partenariats du PROE jusqu'à la fin des PIP prévus, soit 2027. Le CEPMR aura pour objet de :

- identifier les critères d'un partenariat efficace
- prioriser les principaux nouveaux partenariats et sources de financement dans le cadre des engagements internationaux et régionaux permanents du PROE
- mettre sur pied un programme de suivi afin d'évaluer l'efficacité des partenariats établis, selon les critères du CRPMR.

Objectifs régionaux 2026	Résultats 2019	Indicateurs	Activités	Responsable Programme(s)	Prévisions budgétaires 2018 – US\$			Prévisions budgétaires 2019 – US\$		
OO4.1 Améliorer les partenariats du PROE, notamment en développant des accords mutuellement bénéfiques, qui décrivent précisément le rôle de chacun des partenaires et des résultats mesurables qui sont revus régulièrement.	5.4.1.1 Le PROE met en œuvre un cadre d'engagement des partenariats et de mobilisation des ressources (CEPMR) qui identifie, sélectionne et assure un suivi des partenariats et des sources de financement efficaces..	a) Le CEPMR est développé et approuvé par l'équipe de direction. b) 75 % des partenariats satisfont aux critères d'efficacité	1. Développement du PERMF d'ici le milieu d'année 2018		Sous Total –			Sous Total –		
					Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Capital Costs	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Capital Costs
					Source de financement			Source de financement		

TOTAL OBJECTIF ORGANISATIONNEL 4	Total Frais de personnel	\$
	Total Frais de fonctionnement	\$
	Total Capital	\$
	OVERALL TOTAL	<u>\$</u>

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 5 : Le PROE dispose d'un éventail d'individus ayant les attitudes, les connaissances et les compétences nécessaires pour concrétiser une vision régionale commune

2018-2019

Objectif 5: Pour ces deux premières années vers l'objectif fixé, le PROE priorise les actions suivantes :

- développer et mettre en œuvre une stratégie humaine visant à attirer, motiver, faire évoluer et garder des professionnels hautement efficaces qui ont la détermination et la motivation de réaliser les buts et objectifs du PROE
- développer et approuver un programme visant à transformer la culture organisationnelle.
- renforcer les capacités du Secrétariat à soutenir efficacement les changements et à alimenter les résultats au niveau organisationnel

Objectifs régionaux 2026	Résultats 2019	Indicateurs	Activités	Responsable Programme(s)	Prévisions budgétaires 2018 – US\$			Prévisions budgétaires 2019 – US\$		
OO5.1 Recruter et garder les personnes qui contribuent ensemble, grâce à leurs compétences et à leurs connaissances, à exécuter le plan stratégique du PROE de manière efficace et efficiente, notamment l'orientation de l'appui technique.	5.5.1.1 Le PROE a approuvé la stratégie humaine qui promeut des normes éthiques et une gouvernance et un encadrement efficaces afin d'attirer, de faire évoluer, de motiver et de garder un personnel de haut vol.	a) Une stratégie humaine est développée et approuvée. b) Un programme visant à transformer la culture organisationnelle est développé et mis en œuvre c) L'enquête sur l'engagement du personnel indique un moral « haut » pour au moins 80 % des employés d) Le taux de performance général du personnel est « pleinement efficace » à au moins 80 % dans les grands secteurs de réalisation et comportements	1. Développer une stratégie pour les personnes <ul style="list-style-type: none">RechercheConsultationDéveloppementValidationMise en œuvre 2. Développer un programme de transformation qui crée une culture organisationnelle conforme aux valeurs et code de conduite 3. Mettre en place des enquêtes et un rapport sur l'engagement du personnel <ul style="list-style-type: none">Développer et mettre en place un plan d'actions convenues qui résultent de l'enquêteÉtablir un rapport sur le plan de mise en œuvre 4. Mettre en place un système de perfectionnement des compétences professionnelle et transmettre un rapport sur les performances du personnel <ul style="list-style-type: none">Évaluer le nouveau système de perfectionnement des compétences professionnelles et recenser les domaines pouvant être améliorésPour les problématiques qui surviennent en dehors du système de perfectionnement des compétences professionnelles, des activités d'apprentissage et de perfectionnement du personnel sont programmées Surveillance et gouvernance environnementales : Répondre aux demandes des RH concernant les contrats de travail et le règlement du personnel	HR	Sous Total – 271,090			Sous Total – 280,545		
			Frais de personnel		Frais de fonctionnement	Capital Costs	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Capital Costs	
			246,090		25,000	0	254,545	26,000	0	
			Source de financement			Source de financement				
					NZ PR	32,861 238,229		NZ PR	41,317 239,228	
OO5.2 Build our human resource capability and capacity through continuous professional development within an empowering professional workplace culture.	5.5.2.1 Le PROE a mis en place une culture organisationnelle qui encourage l'autonomisation et les excellents résultats.									
OO5.3 Build a constructive, empowering, and results-oriented culture where working as a collaborative team that respects and values each other is the norm.										

TOTAL OBJECTIF ORGANISATIONNEL 5		2018 Budget	2019 Budget
	Total Frais de personnel	\$ 246,090	\$254,545
	Total Frais de fonctionnement	\$ 25,000	\$26,000
	Total Capital		
	OVERALL TOTAL	<u>\$ 271,090</u>	<u>\$280,545</u>

GRAND TOTAL ORGANISATIONAL GOALS		2018 Budget	2019 Budget
	Total Frais de personnel	\$ 2,598,578	\$2,615,488
	Total Frais de fonctionnement	\$1,438,712	\$1,655,680
	Total Capital		
	OVERALL TOTAL	<u>\$ 4,037,290</u>	<u>4,271,168</u>

BUDGET ESTIMATES BY SOURCE OF FUNDING 2018 & 2019		
	USD\$	USD\$
Personnel	2018	2019
Australia XB	655,773	655,273
New Zealand XB	75,123	92,534
Programme Support	1,867,682	1,867,682
Subtotal	2,598,578	2,615,488
Operating		
Australian XB	52,360	127,450
European Union	5,000	5,000
IUCN	17,300	17,300
New Zealand XB	20,000	20,000
Programme Support	1,344,052	1,485,930
Subtotal	1,438,712	1,655,680
GRAND TOTAL	\$4,037,290	\$4,271,168

ANALYSE BUDGETAIRE DÉTAILLÉE POUR 2018 – CHANGEMENT CLIMATIQUE

2018-2019

ANALYSE BUDGÉTAIRE DÉTAILLÉE POUR 2018 - Par cible CHANGEMENT CLIMATIQUE

	Budget Estimates 1.1.1	Budget Estimates 1.1.2	Budget Estimates 1.2.1	Budget Estimates 1.3.1	Budget Estimates 1.4.1	Budget Estimates 1.5.1	Budget Estimates Grand Total
COÛTS DE MISE EN ŒUVRE							
I. FRAIS DE PERSONNEL							
Conseiller en matière d'adaptation au changement climatique	20,046		20,046	20,046	20,046	20,046	100,232
Conseiller en matière de changement climatique	26,312		13,156	13,156	52,625	26,312	131,562
Conseiller pour le renforcement institutionnel des changements climatiques	113,639						113,639
Coordinateur des services de prédictions climatiques				39,340			39,340
CossPac Capacity Development Officer				62,959			62,959
responsable des connaissances traditionnelles sur le climat du COSPPac				59,456			59,456
CossPac Climatology officer				70,660			70,660
Director, Climate Change	34,126		34,126	34,126	34,126	34,126	170,631
Knowledge Management Officer	82,448						82,448
Meteorology and Climate Officer	25,405			101,620			127,025
Pacific MetDesk Project Assistant	2,959			11,834			14,793
PI- Global Ocean Observing System Officer	88,971						88,971
secrétaire du directeur de la division/assistante de division	3,155		3,155	3,155	3,155	3,155	15,774
Coordinateur du Système mondial d'observation des océans				41,644			41,644
Web Applications Developer Specialist				43,376			43,376
Total Personnel Costs	397,062		70,484	501,373	109,952	83,640	1,162,511
II. FRAIS DE FONCTIONNEMENT							
Consultancies	255,547		36,877	181,000			473,424
Direct Funding				190,000			190,000
Other Operational Expenses	48,446	10,612,010	5,106	175,023	-		10,840,586
Travel	35,000			36,000	23,000		94,000
Workshops and trainings	42,367		5,673	332,599			380,639
Total Operating Costs	381,360	10,612,010	47,656	914,622	23,000	-	11,978,649
III. Dépenses d'investissement							
	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL GÉNÉRAL	778,422	10,612,010	118,140	1,415,995	132,952	83,640	13,141,160

1.1.1 - Programmes de renforcement institutionnel qui appuie l'intégration et la mise en œuvre intégrée de l'ACC, de la RRC et du développement faible en carbone (DFC) dans les plans de développement nationaux prévus au budget, dans au moins 30 % des ÉTIO.

1.1.2 - Projects in the pipeline (likely to be signed in 2017)

1.2.1 - L'adaptation écosystémique est intégrée dans les plans d'adaptation nationaux d'au moins 3 ÉTIO

1.3.1 - Au moins 4 SMHN disposent de cadres pour les services climatiques intégrés de manière transversale dans les agences gouvernementales et au sein des communautés

1.4.1 - Les Membres insulaires océaniques reçoivent un appui via des informations et une aide technique afin d'améliorer leurs systèmes nationaux pour obtenir des accréditations et des financements climatiques.

1.5.1 - Au moins 3 ÉTIO ont élaboré des politiques relatives à la perte ou aux dommages

ANALYSE BUDGÉTAIRE DÉTAILLÉE POUR 2019 – CHANGEMENT CLIMATIQUE

2018-2019

ANALYSE BUDGÉTAIRE DÉTAILLÉE POUR 2019 - Par cible CHANGEMENT CLIMATIQUE

	Budget Estimates 1.1.1	Budget Estimates 1.1.2	Budget Estimates 1.2.1	Budget Estimates 1.3.1	Budget Estimates 1.4.1	Budget Estimates 1.5.1	Budget Estimates Grand Total
COÛTS DE MISE EN ŒUVRE							
I. FRAIS DE PERSONNE							
Conseiller en matière d'adaptation au changement climatique	20,646		20,646	20,646	20,646	20,646	103,232
Conseiller en matière de changement climatique	26,312		13,156	13,156	52,625	26,312	131,562
Climate Change Institutional Knowledge Adviser	149,405						149,405
Coordinateur des services de prédictions climatiques				-			-
CossPac Capacity Development Officer				-			-
CossPac Climate Traditional Knowledge officer				-			-
CossPac Climatology officer				-			-
Directeur, Changement climatique	32,726		32,726	32,726	32,726	32,726	163,631
Spécialiste de la gestion des connaissances	-						-
Spécialiste en Météorologie et climatologie	22,673			90,693			113,366
Pacific MetDesk Project Assistant	-			-			-
Coordinateur du Système mondial d'observation des océans	-						-
Secrétaire du directeur de division / assistante de la c	3,155		3,155	3,155	3,155	3,155	15,774
Systems Developer & Analyst				41,644			41,644
Web Applications Developer Specialist				43,376			43,376
Total Personnel Costs	254,918		69,684	245,396	109,152	82,840	761,990
II. FRAIS DE FONCTIONNEMENT							
Consultances	38,229		80,522	-			118,751
Direct_Funding				190,000			190,000
Other	26,715	13,058,290	5,106	29,630	200		13,119,941
Voyager	35,000			-	23,000		58,000
Workshop_and_Trainings	42,367		5,673	40,299			88,339
Total Operating Costs	142,311	13,058,290	91,301	259,929	23,200	-	13,575,031
III. Dépenses d'investissement							
	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL GÉNÉRAL	397,229	13,058,290	160,985	505,325	132,352	82,840	14,337,021

- 1.1.1 - Programmes de renforcement institutionnel qui appuie l'intégration et la mise en œuvre intégrée de l'ACC, de la RRC et du développement faible en carbone (DFC) dans les plans de développement nationaux prévus au budget, dans au moins 30 % des ÉTIO.
- 1.1.2 - Projects in the pipeline (likely to be signed in 2017)
- 1.2.1 - L'adaptation écosystémique est intégrée dans les plans d'adaptation nationaux d'au moins 3 ÉTIO
- 1.3.1 - Au moins 4 SMHN disposent de cadres pour les services climatiques intégrés de manière transversale dans les agences gouvernementales et au sein des communautés
- 1.4.1 - Les Membres insulaires océaniques reçoivent un appui via des informations et une aide technique afin d'améliorer leurs systèmes nationaux pour obtenir des accréditations et des financements climatiques
- 1.5.1 - Au moins 3 ÉTIO ont élaboré des politiques relatives à la perte ou aux dommages

ANALYSE BUDGÉTAIRE DÉTAILLÉE POUR 2018 – BIODIVERSITÉ ET GESTION ÉCOSYSTÉMIQUE

2018-2019

ANALYSE BUDGÉTAIRE DÉTAILLÉE POUR 2018 - Par cible BIODIVERSITÉ ET GESTION ÉCOSYSTÉMIQUE

	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates
	2.1.1	2.1.1	2.1.2	2.1.3	2.1.4	2.1.6	2.2.1	2.2.2	2.2.3	2.2.4	2.3.1	2.3.2	2.3.3
COÛTS DE MISE EN ŒUVRE													
I. FRAIS DE PERSONNEL													
Chargé de communications pour le projet	81,328												
ABS Capacity Building Officer								87,621					
ABS Project Legal Advisor								100,232					
ABS Technical & Financial Officer								21,743					
Conseiller en biodiversité							20,046		30,070				
Biodiversity Blue Belt Coordinator							39,839						
Bluebelt Finance Officer							3,000						
Coastal and Marine Adviser - Coral Reefs				14,303									
Coastal and Marine Adviser - EDF11 Supervision					14,303								
Coastal and Marine Adviser - MSP, MPAs							107,270						
Coastal and Marine Adviser - Oceans BBNJ		7,151											
Directeur, Biodiversité et gestion écosystémique													
Ecosystem Biodiversity Officer							49,500		9,900	29,700			
Invasive Species Adviser													
PEBACC Fiji Project Officer	18,006												
PEBACC Finance & Administration Officer	18,011												
PEBACC Project Manager	129,971												
PEBACC Solomon Islands Country Manager	103,708												
PEBACC Vanuatu Country Manager	136,369												
PEBACC Vanuatu Project Officer	18,022												
Secretary to Director BEM/Divisional Assistant													
Shark & Ray Conservation Officer		41,069											
Threatened & Migratory Species Adviser			29,901								29,901	29,901	29,901
Total Personnel Costs	505,415	48,220	29,901	14,303	14,303		219,655	209,597	39,970	29,700	29,901	29,901	29,901
II. OPERATING COSTS													
Consultancies	415,559		123,000		290,000		246,500	45,500		25,000		249,000	
Direct Funding							20,000						
Other	196,158	1,200	19,250		26,600	2,188,800	72,220	63,411	1,920	11,750	18,520	19,110	26,400
Travel		25,818							-		15,000		
Workshop_and_Trainings	578,747		152,000		90,000		81,100	107,500	8,200	8,800	30,000	24,000	30,000
Total Operating Costs	1,190,465	27,018	294,250	-	406,600	2,188,800	419,820	216,411	10,120	45,550	63,520	292,110	56,400
III. CAPITAL EXPENDITURE	4,032												
GRAND TOTAL	1,699,912	75,238	324,151	14,303	420,903	2,188,800	639,475	426,008	50,090	75,250	93,421	322,011	86,301

1.2.1 - EBA incorporated into national adaptation plans of at least 3 PICTs

2.1.1 - SPREP Members, other regional organisations and partners have easy access to improved Information on sustainable use and conservation of ocean resources and biodiversity beyond national jurisdictions (BBNJ)

2.1.2 - By-catch of threatened species in commercial fisheries successfully mitigated in one key PICT fishery.

2.1.3 - Information on the status of Pacific coral reefs is improved, easily accessed and used to guide more effective planning and management of coral reefs in 20% of PICTs

2.1.4 - Examples of improved coastal and marine ecosystem analysis have been developed, implemented and made available to Members

2.1.6 - Projects in the pipeline (likely to be signed in 2017)

2.2.1 - Protected area (PA) management capacity is improved in at least 20% of PICTs

2.2.2 - Capacity of PICTs to implement Objective 3 of the Convention on Biological Diversity (CBD) on Access and Benefit Sharing (ABS) is strengthened to enable better national and local management and control of genetic resources

2.2.3 - The Pacific Islands Roundtable for Nature Conservation (PIRT) effectively coordinates and implements the Framework for Nature Conservation and Protected Areas 2014-2020

2.2.4 - Data, information and knowledge on PAs in PICTs are improved, used and easily accessed by Members and partners through the Pacific Islands Protected Area Portal (PIPAP).

2.3.1 - An updated MSAP including a new section on sharks and rays is endorsed by all PICTs is used as the basis for the conservation of threatened marine species by PICTs

2.3.2 - The conservation status of marine turtles is regularly monitored and information shared with Members and partners

2.3.3 - Members progress the establishment two additional marine sanctuaries in the SPREP region for the protection of threatened species

2.3.4 - Regional guidelines for best practice for species ecotourism are developed and implemented by at least 2 PICTs.

ANALYSE BUDGÉTAIRE DÉTAILLÉE POUR 2018 – BIODIVERSITÉ ET GESTION ÉCOSYSTÉMIQUE

2018-2019

cont'

ANALYSE BUDGÉTAIRE DÉTAILLÉE POUR 2018 - Par cible BIODIVERSITÉ ET GESTION ÉCOSYSTÉMIQUE

	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates
	2.4.1	2.4.2	3.1.1	3.1.2	3.1.3	3.2.1	3.2.2	3.2.3	3.2.4	3.3.1	3.4.1	4.2.1	5.1.2.2	Grand Total
IMPLEMENTATION COSTS														
I. PERSONNEL COSTS														
PEBACC Communications Officer														81,328
ABS Capacity Building Officer														87,621
ABS Project Legal Advisor														100,232
ABS Technical & Financial Officer														21,743
Biodiversity Adviser												40,093	10,023	100,232
Biodiversity Blue Belt Coordinator														39,839
Bluebelt Finance Officer														3,000
Coastal and Marine Adviser - Coral Reefs														14,303
Coastal and Marine Adviser - EDF11 Supervision														14,303
Coastal and Marine Adviser - MSP, MPAs														107,270
Coastal and Marine Adviser - Oceans BBNJ														7,151
Director, Biodiversity and Ecosystems Management			25,557	23,428	23,428	23,428	23,428	23,428	23,428	23,428	23,428			212,978
Ecosystem Biodiversity Officer													9,900	99,000
Invasive Species Adviser	149,826													149,826
PEBACC Fiji Project Officer														18,006
PEBACC Finance & Administration Officer														18,011
PEBACC Project Manager														129,971
PEBACC Solomon Islands Country Manager														103,708
PEBACC Vanuatu Country Manager														136,369
PEBACC Vanuatu Project Officer														18,022
Secretary to Director BEM/Divisional Assistant			2,247	2,060	2,060	2,060	2,060	2,060	2,060	2,060	2,060			18,723
Shark & Ray Conservation Officer														41,069
Threatened & Migratory Species Adviser														149,506
Total Personnel Costs	149,826		27,804	25,487	25,487	25,487	25,487	25,487	25,487	25,487	25,487	40,093	19,923	1,672,211
II. OPERATING COSTS														
Consultancies	70,000	59,400											-	1,523,959
Direct_Funding														20,000
Other	4,575	1,500											2,510	2,656,924
Travel														46,818
Workshop_and_Trainings	69,000	180,778											4,600	1,384,725
Total Operating Costs	143,575	241,678	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7,110	5,632,427
III. CAPITAL EXPENDITURE														4,032
GRAND TOTAL	293,401	241,678	27,804	25,487	25,487	25,487	25,487	25,487	25,487	25,487	25,487	40,093	27,033	7,308,670

- 2.4.1 Invasive species management and eradication measures implemented in at least 4 PICTs and a regional support framework is in place
- 2.4.2 Capacity of PICT Pacific Invasive Learning Network members to manage and eradicate invasive species is strengthened through network initiatives
- 3.1.1 20% of legacy wastes are removed from PICTs and at least 3 contaminated sites remediated
- 3.1.2 Funding for marine litter and microplastics secured and high priority actions implemented
- 3.1.3 Residual waste management practices improved in three dump sites and storage facilities
- 3.2.1 3 PICTs have established sustainable financing to manage waste chemicals and pollution.
- 3.2.2 Regional strategy marine pollution from ship wrecks and derelict vessels
- 3.2.3 Improved and sustained WCP awareness, coordination and engagement through new and existing forums and platforms including educational toolkit for PICTs that includes private sector
- 3.2.4 SPREP has completed nine capacity training needs assessment in PICTs and assessment information incorporated in the Pacific Islands Database (PIDOC)
- 3.3.1 Resource recovery and recycling activities funded and implemented
- 3.4.1 Regional environmental waste monitoring system established implemented in all PICTs
- 4.2.1 PICTs have policies and laws linked to national databases enabling them to implement their major international obligations
- 5.1.2.2 The Pacific environment profile will be raised at both the regional and international level

ANALYSE BUDGÉTAIRE DÉTAILLÉE POUR 2019 – BIODIVERSITÉ ET GESTION ÉCOSYSTÉMIQUE

2018-2019

ANALYSE BUDGÉTAIRE DÉTAILLÉE POUR 2019 - Par cible BIODIVERSITÉ ET GESTION ÉCOSYSTÉMIQUE

	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates
	1.2.1	2.1.1	2.1.2	2.1.3	2.1.4	2.1.6	2.2.1	2.2.2	2.2.3	2.2.4	2.3.1	2.3.2	2.3.3	2.3.4
IMPLEMENTATION COSTS														
I. PERSONNEL COSTS														
PEBACC Communications Officer	80,806													
ABS Capacity Building Officer								90,621						
ABS Project Legal Advisor								103,232						
ABS Technical & Financial Officer								21,743						
Biodiversity Adviser							20,046		30,070					
Biodiversity Blue Belt Coordinator							24,849							
Bluebelt Finance Officer							12,000							
Coastal and Marine Adviser - Coral Reefs				10,499										
Coastal and Marine Adviser - EDF11 Supervision					10,499									
Coastal and Marine Adviser - MSP, MPAs							78,743							
Coastal and Marine Adviser - Oceans BBNJ		5,250												
Director, Biodiversity and Ecosystems Management														
Ecosystem Biodiversity Officer							47,000		9,400	28,200				
Invasive Species Adviser														
PEBACC Fiji Project Officer	15,410													
PEBACC Finance & Administration Officer	15,416													
PEBACC Project Manager	-													
PEBACC Solomon Islands Country Manager	-													
PEBACC Vanuatu Country Manager	-													
PEBACC Vanuatu Project Officer	20,925													
Secretary to Director BEM/Divisional Assistant														
Shark & Ray Conservation Officer		-												
Threatened & Migratory Species Adviser			21,898								21,898	21,898	21,898	21,898
Total Personnel Costs	132,557	5,250	21,898	10,499	10,499	-	182,638	215,597	39,470	28,200	21,898	21,898	21,898	21,898
II. OPERATING COSTS														
Consultancies	241,959		123,000		290,000		309,000	75,500		25,000		168,000		
Direct_Funding							-							
Other	153,461	1,800	14,980		23,100	2,188,800	62,820	62,411	2,590	11,750	12,850	12,880	6,000	600
Travel		31,818							3,500		5,000			6,000
Workshop_and_Trainings	570,959		91,000		40,000		75,400	81,000	11,400	8,800	-	16,000	-	-
Total Operating Costs	966,379	33,618	228,980	-	353,100	2,188,800	447,220	218,911	17,490	45,550	17,850	196,880	6,000	6,600
III. CAPITAL EXPENDITURE	-						2,600							
GRAND TOTAL	1,098,937	38,868	250,878	10,499	363,599	2,188,800	632,458	434,508	56,960	73,750	39,748	218,778	27,898	28,498

1.2.1 - EBA incorporated into national adaptation plans of at least 3 PICTs

2.1.1 - SPREP Members, other regional organisations and partners have easy access to improved Information on sustainable use and conservation of ocean resources and biodiversity beyond national jurisdictions (BBNJ)

2.1.2 - By-catch of threatened species in commercial fisheries successfully mitigated in one key PICT fishery.

2.1.3 - Information on the status of Pacific coral reefs is improved, easily accessed and used to guide more effective planning and management of coral reefs in 20% of PICTs

2.1.4 - Examples of improved coastal and marine ecosystem analysis have been developed, implemented and made available to Members

2.1.6 - Projects in the pipeline (likely to be signed in 2017)

2.2.1 - Protected area (PA) management capacity is improved in at least 20% of PICTs

2.2.2 - Capacity of PICTs to implement Objective 3 of the Convention on Biological Diversity (CBD) on Access and Benefit Sharing (ABS) is strengthened to enable better national and local management and control of genetic resources

2.2.3 - The Pacific Islands Roundtable for Nature Conservation (PIRT) effectively coordinates and implements the Framework for Nature Conservation and Protected Areas 2014-2020

2.2.4 - Data, information and knowledge on PAs in PICTs are improved, used and easily accessed by Members and partners through the Pacific Islands Protected Area Portal (PIPAP).

2.3.1 - An updated MSAP including a new section on sharks and rays is endorsed by all PICTs is used as the basis for the conservation of threatened marine species by PICTs

2.3.2 - The conservation status of marine turtles is regularly monitored and information shared with Members and partners

2.3.3 - Members progress the establishment two additional marine sanctuaries in the SPREP region for the protection of threatened species

2.3.4 - Regional guidelines for best practice for species ecotourism are developed and implemented by at least 2 PICTs.

ANALYSE BUDGÉTAIRE DÉTAILLÉE POUR 2019 – BIODIVERSITÉ ET GESTION ÉCOSYSTÉMIQUE

2018-2019

cont'

ANALYSE BUDGÉTAIRE DÉTAILLÉE POUR 2019 - Par cible BIODIVERSITÉ ET GESTION ÉCOSYSTÉMIQUE

	Budget Estimates 2.4.1	Budget Estimates 2.4.2	Budget Estimates 3.1.1	Budget Estimates 3.1.2	Budget Estimates 3.1.3	Budget Estimates 3.2.1	Budget Estimates 3.2.2	Budget Estimates 3.2.3	Budget Estimates 3.2.4	Budget Estimates 3.3.1	Budget Estimates 3.4.1	Budget Estimates 4.2.1	Budget Estimates 5.1.2.2	Budget Estimates Grand Total
IMPLEMENTATION COSTS														
I. PERSONNEL COSTS														
PEBACC Communications Officer														80,806
ABS Capacity Building Officer														90,621
ABS Project Legal Advisor														103,232
ABS Technical & Financial Officer														21,743
Biodiversity Adviser												40,093	10,023	100,232
Biodiversity Blue Belt Coordinator														24,849
Bluebelt Finance Officer														12,000
Coastal and Marine Adviser - Coral Reefs														10,499
Coastal and Marine Adviser - EDF11 Supervision														10,499
Coastal and Marine Adviser - MSP, MPAs														78,743
Coastal and Marine Adviser - Oceans BBNJ														5,250
Director, Biodiversity and Ecosystems Management			19,088	17,498	17,498	17,498	17,498	17,498	17,498	17,498	17,498			159,068
Ecosystem Biodiversity Officer													9,400	94,000
Invasive Species Adviser	103,585													103,585
PEBACC Fiji Project Officer														15,410
PEBACC Finance & Administration Officer														15,416
PEBACC Project Manager														-
PEBACC Solomon Islands Country Manager														-
PEBACC Vanuatu Country Manager														-
PEBACC Vanuatu Project Officer														20,925
Secretary to Director BEM/Divisional Assistant			2,247	2,060	2,060	2,060	2,060	2,060	2,060	2,060	2,060			18,723
Shark & Ray Conservation Officer														-
Threatened & Migratory Species Adviser														109,490
Total Personnel Costs	103,585	-	21,335	19,557	19,557	19,557	19,557	19,557	19,557	19,557	19,557	40,093	19,423	1,075,092
II. OPERATING COSTS														
Consultancies	5,000	-											1,500	1,238,959
Direct_Funding														-
Other	8,375	500											3,700	2,566,617
Travel														46,318
Workshop_and Trainings	10,000	5,000											-	909,559
Total Operating Costs	23,375	5,500	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5,200	4,761,453
III. CAPITAL EXPENDITURE														2,600
GRAND TOTAL	126,960	5,500	21,335	19,557	19,557	19,557	19,557	19,557	19,557	19,557	19,557	40,093	24,623	5,839,145

2.4.1 - Invasive species management and eradication measures implemented in at least 4 PICTs and a regional support framework is in place

2.4.2 - Capacity of PICT Pacific Invasive Learning Network members to manage and eradicate invasive species is strengthened through network initiatives

3.1.1 - 20% of legacy wastes are removed from PICTs and at least 3 contaminated sites remediated

3.1.2 - Funding for marine litter and microplastics secured and high priority actions implemented

3.1.3 - Residual waste management practices improved in three dump sites and storage facilities

3.2.1 - 3 PICTs have established sustainable financing to manage waste chemicals and pollution.

3.2.2 - Regional strategy marine pollution from ship wrecks and derelict vessels

3.2.3 - Improved and sustained WCP awareness, coordination and engagement through new and existing forums and platforms including educational toolkit for PICTs that includes private sector

3.2.4 - SPREP has completed nine capacity training needs assessment in PICTs and assessment information incorporated in the Pacific Islands Database (PIDOC)

3.3.1 - Resource recovery and recycling activities funded and implemented

3.4.1 - Regional environmental waste monitoring system established implemented in all PICTs

4.2.1 - PICTs have policies and laws linked to national databases enabling them to implement their major international obligations

5.1.2.2 - The Pacific environment profile will be raised at both the regional and international level

ANALYSE BUDGÉTAIRE DÉTAILLÉE POUR 2018 – GESTION DES DECHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION

2018-2019

ANALYSE BUDGÉTAIRE DÉTAILLÉE POUR 2018 - Par cible GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION

	Budget Estimates 2.1.5	Budget Estimates 3.1.1	Budget Estimates 3.1.2	Budget Estimates 3.1.3	Budget Estimates 3.1.4	Budget Estimates 3.2.1	Budget Estimates 3.2.2	Budget Estimates 3.2.3	Budget Estimates 3.2.4	Budget Estimates 3.2.5	Budget Estimates 3.3.1	Budget Estimates 3.4.1	Budget Estimates Grand Total
IMPLEMENTATION COSTS													
I. PERSONNEL COSTS													
Director, Waste Management & Pollution Control		17,449	19,036	17,449		17,449	17,449	17,449	17,449		17,449	17,449	158,631
Hazardous Waste Management Adviser		17,248	5,749	11,499		11,499		17,248	11,499	11,499	17,248	11,499	114,990
Pollution Adviser	12,425	24,850	24,850			6,213	24,850	12,425	12,425			6,213	124,250
Secretary to Director WMPC/Divisional Assistant		1,893	1,735	1,735		1,735	1,735	1,735	1,735		1,735	1,735	15,774
Solid Waste Management Adviser		15,026	5,009	10,018		15,026		15,026	15,026		10,018	15,026	100,175
Total Personnel Costs	12,425	76,467	56,379	40,701		51,922	44,035	63,884	58,135	11,499	46,451	51,922	513,820
II. OPERATING COSTS													
Consultancies		10,000	95,000										105,000
Other	1,800	4,250	9,500		2,000,000	1,217	9,100	3,658	1,446		880	720	2,032,572
Travel		15,000											15,000
Workshop_and_Trainings	18,000	12,500				12,174	70,000	14,580	14,464		8,800	5,200	155,718
Total Operating Costs	19,800	41,750	104,500	-	2,000,000	13,391	79,100	18,238	15,910	-	9,680	5,920	2,308,290
III. CAPITAL EXPENDITURE		5,000										2,000	7,000
GRAND TOTAL	32,225	123,217	160,879	40,701	2,000,000	65,314	123,135	82,122	74,045	11,499	56,131	59,842	2,829,110

- 2.1.5 Ballast water management strategy implemented in Pacific island countries
- 3.1.1 20% of legacy wastes are removed from PICTs and at least 3 contaminated sites remediated
- 3.1.2 Funding for marine litter and microplastics secured and high priority actions implemented
- 3.1.3 Residual waste management practices improved in three dump sites and storage facilities
- 3.1.4 Projects in the pipeline (likely to be signed in 2017)
- 3.2.1 3 PICTs have established sustainable financing to manage waste chemicals and pollution.
- 3.2.2 Regional strategy marine pollution from ship wrecks and derelict vessels
- 3.2.3 Improved and sustained WCP awareness, coordination and engagement through new and existing forums and platforms including educational toolkit for PICTs that includes private sector
- 3.2.4 SPREP has completed nine capacity training needs assessment in PICTs and assessment information incorporated in the Pacific Islands Database (PIDOC)
- 3.2.5 3 PICTs have established integrated synergistic approaches to manage chemicals and hazardous wastes using the BRS, Minamata and Waigani Conventions
- 3.3.1 Resource recovery and recycling activities funded and implemented
- 3.4.1 Regional environmental waste monitoring system established implemented in all PICTs

ANALYSE BUDGÉTAIRE DÉTAILLÉE POUR 2019 – GESTION DES DECHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION

2018-2019

ANALYSE BUDGÉTAIRE DÉTAILLÉE POUR 2019 - Par cible
GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION

	Budget Estimates 2.1.5	Budget Estimates 3.1.1	Budget Estimates 3.1.2	Budget Estimates 3.1.3	Budget Estimates 3.1.4	Budget Estimates 3.2.1	Budget Estimates 3.2.2	Budget Estimates 3.2.3	Budget Estimates 3.2.4	Budget Estimates 3.2.5	Budget Estimates 3.3.1	Budget Estimates 3.4.1	Budget Estimates Grand Total
IMPLEMENTATION COSTS													
I. PERSONNEL COSTS													
Director, Waste Management & Pollution Control			17,119	18,676	17,119		17,119	17,119	17,119			17,119	155,631
Hazardous Waste Management Adviser			23,326	7,775	15,551		15,551	23,326	15,551	15,551		23,326	155,506
Pollution Adviser	12,225	24,450	24,450				6,113	24,450	12,225	12,225			122,250
Secretary to Director WMPC/Divisional Assistant		1,893	1,735	1,735			1,735	1,735	1,735			1,735	15,774
Solid Waste Management Adviser		15,476	5,159	10,318			15,476	15,476	15,476			10,318	103,175
Total Personnel Costs	12,225	82,264	57,795	44,723		55,994	43,305	69,882	62,106	15,551	52,498	55,994	552,336
II. OPERATING COSTS													
Consultancies			10,000	40,000									50,000
Other	1,600	3,000	4,000		3,000,000	434	9,100	3,470	563			1,377	3,024,084
Travel		20,000											20,000
Workshop_and_Trainings	16,000	-				4,340	70,000	12,700	5,630			13,768	127,838
Total Operating Costs	17,600	33,000	44,000	-	3,000,000	4,774	79,100	16,170	6,193	-	15,145	5,940	3,221,922
III. CAPITAL EXPENDITURE													
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
GRAND TOTAL	29,825	115,264	101,795	44,723	3,000,000	60,768	122,405	86,052	68,299	15,551	67,643	61,934	3,774,258

- 2.1.5 Ballast water management strategy implemented in Pacific island countries
- 3.1.1 20% of legacy wastes are removed from PICTs and at least 3 contaminated sites remediated
- 3.1.2 Funding for marine litter and microplastics secured and high priority actions implemented
- 3.1.3 Residual waste management practices improved in three dump sites and storage facilities
- 3.1.4 Projects in the pipeline (likely to be signed in 2017)
- 3.2.1 3 PICTs have established sustainable financing to manage waste chemicals and pollution.
- 3.2.2 Regional strategy marine pollution from ship wrecks and derelict vessels
- 3.2.3 Improved and sustained WCP awareness, coordination and engagement through new and existing forums and platforms including educational toolkit for PICTs that includes private sector
- 3.2.4 SPREP has completed nine capacity training needs assessment in PICTs and assessment information incorporated in the Pacific Islands Database (PIDOC)
- 3.2.5 3 PICTs have established integrated synergistic approaches to manage chemicals and hazardous wastes using the BRS, Minamata and Waigani Conventions
- 3.3.1 Resource recovery and recycling activities funded and implemented
- 3.4.1 Regional environmental waste monitoring system established implemented in all PICTs

ANALYSE BUDGÉTAIRE DÉTAILLÉE POUR 2018 – GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALE

2018-2019

ANALYSE BUDGÉTAIRE DÉTAILLÉE POUR 2018 - Par cible GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALE

	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates
	1.4.1	2.1.1	2.2.1	2.2.2	2.2.4	3.2.1	4.1.1	4.2.1	4.3.1	4.4.1	4.5.1	5.2.1.1	5.3.2.2	5.3.4.1	5.5.2.1	Grand Total
IMPLEMENTATION COSTS																
I. PERSONNEL COSTS																
Director, Environment Monitoring & Governance							40,158	40,158	40,158	40,158						160,631
Environmental Planning Officer		9,400					75,200					9,400				94,000
Legal Adviser		6,572		19,717		6,572		32,861				6,572	26,289		32,861	131,446
Monitoring Specialist, INFORM									205,442							205,442
Planning & Capacity Development Adviser							110,990									110,990
Project Manager, INFORM									100,232							100,232
Secretary to Director EMG/Divisional Assistant							4,157	4,157	4,157	4,157	4,157					20,784
Spatial Planning Officer			125,152													125,152
Support Officer - Systems & Web Specialist, INFORM									102,721							102,721
Support Officer-Techn & Finance, INFORM									13,643							13,643
Total Personnel Costs	-	15,972	125,152	19,717	-	6,572	230,504	77,176	466,353	44,315	4,157	15,972	26,289	-	32,861	1,065,040
II. OPERATING COSTS																
Consultancies							24,000		73,333	10,000						107,333
Other	1,500						21,514	13,033	239,629	2,500				500		278,676
Travel	15,000								48,889	15,000						78,889
Workshop_and_Trainings			5,050		5,050		56,000	40,000	50,556					5,000		161,656
Total Operating Costs	16,500	-	5,050	-	5,050	-	101,514	53,033	412,407	27,500	-	-	-	5,500	-	626,554
III. CAPITAL EXPENDITURE	-	-	-	-	-	-	-	2,000	14,625	-	-	-	-	-	-	16,625
GRAND TOTAL	16,500	15,972	130,202	19,717	5,050	6,572	332,018	132,209	893,385	71,815	4,157	15,972	26,289	5,500	32,861	1,708,220

- 1.4.1 - Pacific island Members are supported with information and technical assistance to improve their national systems for accreditation and access to climate finance.
- 2.1.1 - SPREP Members, other regional organisations and partners have easy access to improved Information on sustainable use and conservation of ocean resources and biodiversity beyond national jurisdictions (BBNJ)
- 2.2.1 - Protected area (PA) management capacity is improved in at least 20% of PICTs
- 2.2.2 - Capacity of PICTs to implement Objective 3 of the Convention on Biological Diversity (CBD) on Access and Benefit Sharing (ABS) is strengthened to enable better national and local management and control of genetic resources
- 2.2.4 - Data, information and knowledge on PAs in PICTs are improved, used and easily accessed by Members and partners through the Pacific Islands Protected Area Portal (PIPAP).
- 3.2.1 - 3 PICTs have established sustainable financing to manage waste chemicals and pollution
- 4.1 - Improved PICT capacity for integrated planning, including use of EIA, SEA, and spatial planning tools
- 4.2.1 - PICTs have policies and laws linked to national databases enabling them to implement their major international obligations
- 4.3.1 - PICTs have functional data collection, data storage monitoring systems
- 4.4.1 - PICTs have increased access to funding that enables them to plan and implement responses to national environmental priorities and international and regional commitments.
- 4.5.1 - Information on the values of integrating traditional knowledge (TK) with science as the basis for decision making are better understood by SPREP Members and articulated in policy
- 5.2.1.1 - SPREP technical and supporting corporate services collaborate with Members to design programmes and projects.
- 5.3.2.2 - Fiduciary systems ensure that financial management is accurate and has integrity
- 5.3.4.1 - SPREP achieves a portfolio of at least 4 approved projects/programs as an RIE
- 5.5.2.1 - SPREP has built an organisation culture that supports empowerment and high-performance

ANALYSE BUDGÉTAIRE DÉTAILLÉE POUR 2019 – GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALE

2018-2019

ANALYSE BUDGÉTAIRE DÉTAILLÉE POUR 2019 par cible GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALE

	Budget Estimates 1.4.1	Budget Estimates 2.1.1	Budget Estimates 2.2.1	Budget Estimates 2.2.2	Budget Estimates 2.2.4	Budget Estimates 3.2.1	Budget Estimates 4.1.1	Budget Estimates 4.2.1	Budget Estimates 4.3.1	Budget Estimates 4.4.1	Budget Estimates 4.5.1	Budget Estimates 5.2.1.1	Budget Estimates 5.3.2.2	Budget Estimates 5.3.4.1	Budget Estimates 5.5.2.1	Budget Estimates
IMPLEMENTATION COSTS																
I. PERSONNEL COSTS																
Director, Environment Monitoring & Governance							40,658	40,658	40,658	40,658						162,631
Environmental Planning Officer		9,900					79,200					9,900				99,000
Legal Adviser		8,263		24,790		8,263		41,317				8,263	33,054		41,317	165,268
Monitoring Specialist, INFORM									105,721							105,721
Planning & Capacity Development Adviser							148,506									148,506
Project Manager, INFORM									103,232							103,232
Secretary to Director EMG/Divisional Assistant							4,157	4,157	4,157	4,157	4,157					20,784
Spatial Planning Officer																
Support Officer - Systems & Web Specialist, INFORM									105,721							105,721
Support Officer-Techn & Finance, INFORM									23,643							23,643
Total Personnel Costs	-	18,163	-	24,790	-	8,263	272,520	86,131	383,132	44,815	4,157	18,163	33,054	-	41,317	934,506
II. OPERATING COSTS																
Consultancies									73,333	10,000						83,333
Other	1,500						12,213	13,033	225,629	2,500				500		255,375
Travel	15,000								48,889	15,000						78,889
Workshop_and Trainings			5,050		5,050		58,500	40,000	35,556					5,000		149,156
Total Operating Costs	16,500	-	5,050	-	5,050	-	70,713	53,033	383,407	27,500	-	-	-	5,500	-	566,753
III. CAPITAL EXPENDITURE	-	-	-	-	-	-	-	2,000	38,398	-	-	-	-	-	-	40,398
GRAND TOTAL	16,500	18,163	5,050	24,790	5,050	8,263	343,233	141,164	804,937	72,315	4,157	18,163	33,054	5,500	41,317	1,541,657

- 1.4.1 - Pacific Island Members are supported with information and technical assistance to improve their national systems for accreditation and access to climate finance.
- 2.1.1 - SPREP Members, other regional organisations and partners have easy access to improved information on sustainable use and conservation of ocean resources and biodiversity beyond national jurisdictions (BBNU)
- 2.2.1 - Protected area (PA) management capacity is improved in at least 20% of PICTs
- 2.2.2 - Capacity of PICTs to implement Objective 3 of the Convention on Biological Diversity (CBD) on Access and Benefit Sharing (ABS) is strengthened to enable better national and local management and control of genetic resources
- 2.2.4 - Data, information and knowledge on PAs in PICTs are improved, used and easily accessed by Members and partners through the Pacific Islands Protected Area Portal (PIPAP).
- 3.2.1 - 3 PICTs have established sustainable financing to manage waste chemicals and pollution
- 4.1.1 - Improved PICT capacity for integrated planning, including use of EIA, SEA, and spatial planning tools
- 4.2.1 - PICTs have policies and laws linked to national databases enabling them to implement their major international obligations
- 4.3.1 - PICTs have functional data collection, data storage monitoring systems
- 4.4.1 - PICTs have increased access to funding that enables them to plan and implement responses to national environmental priorities and international and regional commitments.
- 4.5.1 - Information on the values of integrating traditional knowledge (TK) with science as the basis for decision making are better understood by SPREP Members and articulated in policy
- 5.2.1.1 - SPREP technical and supporting corporate services collaborate with Members to design programmes and projects.
- 5.3.2.2 - Fiduciary systems ensure that financial management is accurate and has integrity
- 5.3.4.1 - SPREP achieves a portfolio of at least 4 approved projects/programs as an RIE
- 5.5.2.1 - SPREP has built an organisation culture that supports empowerment and high-performance

ANALYSE BUDGÉTAIRE DÉTAILLÉE POUR 2018 - DIRECTION GÉNÉRALE ET SERVICES ADMINISTRATIFS

H

ANALYSE BUDGÉTAIRE DÉTAILLÉE POUR 2018 - Par cible DIRECTION GÉNÉRALE ET SERVICES ADMINISTRATIFS

	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates
	1.4.1	2.2.4	4.1.1	4.4.1	5.1.1.1	5.1.1.2	5.1.2.1	5.1.2.2	5.1.3.1	5.2.1.1	5.3.1.1
IMPLEMENTATION COSTS											
I. PERSONNEL COSTS											
Administration & Conference Officer											
Assistant Human Resources Officer					24,302						
Assistant Records & Archives Officer					8,332	9,781					
Corporate Serv Assistant					9,077						
DDG											
DG											
Driver/Clerk											
Ex Ass DDG											
Ex Ass DG											
Executive Officer											20,900
Finance and Administration Adviser											40,333
Finance Officer - Projects											
Finance Officer - Accounts Payables											
Finance Officer - Bank Reconciliations											
Finance Officer - Payroll & Accounts Receivables											
Finance Officer - Projects											
Finance Officer Data Processing											
Finance Officer Travel											
Financial Accountant											35,022
Groundsman											
Human Resource adviser											
Human Resources Officer											
Information Management Officer					10,431	12,245					
Information Resource Centre & Archives Manager					53,189	62,440					
Internal Auditor											
IT Assistant									18,337		
IT Manager									149,048		
IT Networks & System Support Engineer									109,827		
Manager PCU											
Media & Public Relations Officer					69,231			29,670			
Monitoring and Evaluation Adviser											
Procurement Assistant											
Procurement Officer											
Project Accountant											
Property Services Officer											
Registry and Archives officer					12,915	15,161					
Solid Waste Management Expert - FSM											12,474
SPREP Techn expert (water Sector)-RMI											10,272
Systems Developer & Analyst									41,644		
Teaperson/Cleaner											
Web Applications Developer Specialist									43,376		
Total Personnel Costs	-	-	-	-	187,476	99,626	-	29,670	362,232	-	119,001
II. OPERATING COSTS											
Consultancies				40,000	8,000						15,000
Other	1,250		1,250	4,250	53,000	69,125	1,500	20,800	48,550	3,250	512,700
Travel	10,000		12,500			5,000		12,000			-
Workshop_and_Trainings	2,500			2,500		1,000					5,000
Total Operating Costs	13,750	-	13,750	46,750	61,000	75,125	1,500	32,800	48,550	3,250	532,700
III. CAPITAL EXPENDITURE	-	7,000	-	-	-	-	-	-	-	-	-
GRAND TOTAL	13,750	7,000	13,750	46,750	248,476	174,751	1,500	62,470	410,782	3,250	651,701

- 1.4.1 - Pacific island Members are supported with information and technical assistance to improve their national systems for accreditation and access to climate finance.
- 2.2.4 - Data, information and knowledge on PAs in PICTs are improved, used and easily accessed by Members and partners through the Pacific Islands Protected Area Portal (PIPAP).
- 4.1.1 - Improved PICT capacity for integrated planning, including use of EIA, SEA, and spatial planning tools
- 4.4.1 - PICs have increased access to funding that enables them to plan and implement responses to national environmental priorities and international and regional commitments.
- 5.1.1.1 - SPREP information and knowledge management resources and products (IKMRP) are available and easily accessible by the public and SPREP stakeholders
- 5.1.1.2 - Improved SPREP knowledge management practices and updated ICIT service platforms are operational
- 5.1.2.1 - Increased understanding of the role of the media in sharing information about the Pacific environment.
- 5.1.2.2 - The Pacific environment profile will be raised at both the regional and international level
- 5.1.3.1 - Establishment of the ICIT unit and the integration and interoperability of at least 20% of SPREP's existing systems including the Project Management Information System (PMIS)
- 5.2.1.1 - SPREP technical and supporting corporate services collaborate with Members to design programmes and projects.
- 5.3.1.1 - A Net Surplus sustained in Financial Performance and a reduction in Negative Reserve

ANALYSE BUDGÉTAIRE DÉTAILLÉE POUR 2018 - DIRECTION GÉNÉRALE ET SERVICES ADMINISTRATIFS

H

Cont'

ANALYSE BUDGÉTAIRE DÉTAILLÉE POUR 2018 - Par cible DIRECTION GÉNÉRALE ET SERVICES ADMINISTRATIFS

	Budget Estimates 5.3.2.1	Budget Estimates 5.3.2.2	Budget Estimates 5.3.2.3	Budget Estimates 5.3.2.4	Budget Estimates 5.3.3.1	Budget Estimates 5.3.4.1	Budget Estimates 5.3.5.1	Budget Estimates 5.5.1.1	Budget Estimates 5.5.2.1	Budget Estimates Grand Total
IMPLEMENTATION COSTS										
I. PERSONNEL COSTS										
Administration & Conference Officer		17,774								17,774
Assistant Human Resources Officer								19,884		44,186
Assistant Records & Archives Officer										18,113
Corporate Serv Assistant								7,426		16,503
DDG	125,281				39,562					164,843
DG	220,210				69,540					289,750
Driver/Clerk		13,213								13,213
Ex Ass DDG	22,113				6,983					29,096
Ex Ass DG	15,914				5,025					20,939
Executive Officer	66,183									87,083
Finance and Administration Adviser		40,333					20,167			100,833
Finance Officer - Projects			13,202				3,301			16,503
Finance Officer - Accounts Payables		15,374								15,374
Finance Officer - Bank Reconciliations		15,374								15,374
Finance Officer - Payroll & Accounts Receivables		15,374								15,374
Finance Officer - Projects			12,871				3,218			16,089
Finance Officer Data Processing		15,374								15,374
Finance Officer Travel		15,374								15,374
Financial Accountant		35,022					17,511			87,556
Groundsman		15,757								15,757
Human Resource adviser								62,905	51,467	114,372
Human Resources Officer								39,350	32,196	71,546
Information Management Officer										22,675
Information Resource Centre & Archives Manager										115,629
Internal Auditor		131,524								131,524
IT Assistant										18,337
IT Manager										149,048
IT Networks & System Support Engineer										109,827
Manager PCU						91,574				91,574
Media & Public Relations Officer										98,901
Monitoring and Evaluation Adviser	91,981									91,981
Procurement Assistant		17,274								17,274
Procurement Officer		72,546								72,546
Project Accountant			103,714				25,928			129,642
Property Services Officer		28,834								28,834
Registry and Archives officer										28,075
Solid Waste Management Expert - FSM	39,499									51,973
SPREP Techn expert (water Sector)-RMI	32,526									42,798
Systems Developer & Analyst										41,644
Teaperson/Cleaner		16,848								16,848
Web Applications Developer Specialist										43,376
Total Personnel Costs	613,707	465,996	129,787	-	121,111	91,574	70,125	102,255	110,973	2,503,532
II. OPERATING COSTS										
Consultancies						10,000				73,000
Other	53,600	16,280		405,047		3,750		13,000	12,000	1,219,352
Travel	40,000				90,000	25,000				194,500
Workshop_and_Trainings						2,500				13,500
Total Operating Costs	93,600	16,280	-	405,047	90,000	41,250	-	13,000	12,000	1,500,352
III. CAPITAL EXPENDITURE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7,000
GRAND TOTAL	707,307	482,276	129,787	405,047	211,111	132,824	70,125	115,255	122,973	4,010,884

5.3.2.1 - Risks properly identified and mitigate

5.3.2.2 - Fiduciary systems ensure that financial management is accurate and has integrity

5.3.2.3 - Donors and partners endorse and accept all relevant project financial reports

5.3.2.4 - Projects in the pipeline (likely to be signed in 2017)

5.3.3.1 - Priority existing partners converted to long term sustained partnerships that actively support delivery of the Regional Goals, and new donors engaged

5.3.4.1 - SPREP achieves a portfolio of at least 4 approved projects/programs as an RIE

5.3.5.1 - Effective implementation and utilisation of the 'Cost Recovery Policy'

5.5.1.1 - SPREP has endorsed a People Strategy that promotes ethical standards and effective governance and leadership to attract, develop, motivate and retain staff of the highest calibre.

5.5.2.1 - SPREP has built an organisation culture that supports empowerment and high-performance

ANALYSE BUDGÉTAIRE DÉTAILLÉE POUR 2019 – DIRECTION GÉNÉRALE ET SERVICES ADMINISTRATIFS

H

ANALYSE BUDGÉTAIRE DÉTAILLÉE POUR 2019 - Par cible DIRECTION GÉNÉRALE ET SERVICES ADMINISTRATIFS

	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates
	1.4.1	2.2.4	4.1.1	4.4.1	5.1.1.1	5.1.1.2	5.1.2.1	5.1.2.2	5.1.3.1	5.2.1.1	5.3.1.1
IMPLEMENTATION COSTS											
I. PERSONNEL COSTS											
Administration & Conference Officer											
Assistant Human Resources Officer					24,302						
Assistant Records & Archives Officer					8,332	9,781					
Corporate Serv Assistant					9,077						
DDG											
DG											
Driver/Clerk											
Ex Ass DDG											
Ex Ass DG											
Executive Officer											20,900
Finance and Administration Adviser											40,333
Finance Officer - Projects											
Finance Officer - Accounts Payables											
Finance Officer - Bank Reconciliations											
Finance Officer - Payroll & Accounts Receivables											
Finance Officer - Projects											
Finance Officer Data Processing											
Finance Officer Travel											
Financial Accountant											35,022
Groundsman											
Human Resource adviser											
Human Resources Officer											
Information Management Officer					10,431	12,245					
Information Resource Centre & Archives Manager					53,189	62,440					
Internal Auditor											
IT Assistant									18,337		
IT Manager									149,048		
IT Networks & System Support Engineer									109,827		
Manager PCU											
Media & Public Relations Officer					69,231			29,670			
Monitoring and Evaluation Adviser											
Procurement Assistant											
Procurement Officer											
Project Accountant											
Property Services Officer											
Registry and Archives officer					12,915	15,161					
Solid Waste Management Expert - FSM											12,474
SPREP Techn expert (water Sector)-RMI											10,272
Systems Developer & Analyst									41,644		
Teaperson/Cleaner											
Web Applications Developer Specialist									43,376		
Total Personnel Costs	-	-	-	-	187,476	99,626	-	29,670	362,232	-	119,001
II. OPERATING COSTS											
Consultancies				40,000	8,000						15,000
Other	1,250		1,250	4,250	49,000	69,125	1,500	20,800	41,750	3,250	514,800
Travel	10,000		12,500			5,000	6,000	12,000		6,000	5,000
Workshop_and_Trainings	2,500			2,500	9,000	1,000					5,000
Total Operating Costs	13,750	-	13,750	46,750	66,000	75,125	7,500	32,800	41,750	9,250	539,800
III. CAPITAL EXPENDITURE	-	7,000	-	-	-	-	-	-	-	-	-
GRAND TOTAL	13,750	7,000	13,750	46,750	253,476	174,751	7,500	62,470	403,982	9,250	658,801

1.4.1 - Pacific island Members are supported with information and technical assistance to improve their national systems for accreditation and access to climate finance.
2.2.4 - Data, information and knowledge on PAs in PICTs are improved, used and easily accessed by Members and partners through the Pacific Islands Protected Area Portal (PIPAP).
4.1.1 - Improved PICT capacity for integrated planning, including use of EIA, SEA, and spatial planning tools
4.4.1 - PICs have increased access to funding that enables them to plan and implement responses to national environmental priorities and international and regional commitments.
5.1.1.1 - SPREP information and knowledge management resources and products (IKMRP) are available and easily accessible by the public and SPREP stakeholders
5.1.1.2 - Improved SPREP knowledge management practices and updated ICIT service platforms are operational
5.1.2.1 - Increased understanding of the role of the media in sharing information about the Pacific environment.
5.1.2.2 - The Pacific environment profile will be raised at both the regional and international level
5.1.3.1 - Establishment of the ICIT unit and the integration and interoperability of at least 20% of SPREP's existing systems including the Project Management Information System
5.2.1.1 - SPREP technical and supporting corporate services collaborate with Members to design programmes and projects.
5.3.1.1 - A Net Surplus sustained in Financial Performance and a reduction in Negative Reserve

ANALYSE BUDGÉTAIRE DÉTAILLÉE POUR 2019 – DIRECTION GÉNÉRALE ET SERVICES ADMINISTRATIFS

H

Cont'

ANALYSE BUDGÉTAIRE DÉTAILLÉE POUR 2019 – par cible DIRECTION GÉNÉRALE ET SERVICES ADMINISTRATIFS

	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates
	5.3.2.1	5.3.2.2	5.3.2.3	5.3.2.4	5.3.3.1	5.3.4.1	5.3.5.1	5.5.1.1	5.5.2.1	Grand Total
IMPLEMENTATION COSTS										
I. PERSONNEL COSTS										
Administration & Conference Officer		17,774								17,774
Assistant Human Resources Officer								19,884		44,186
Assistant Records & Archives Officer										18,113
Corporate Serv Assistant								7,426		16,503
DDG	125,281				39,562					164,843
DG	220,210				69,540					289,750
Driver/Clerk		13,213								13,213
Ex Ass DDG	22,113				6,983					29,096
Ex Ass DG	15,914				5,025					20,939
Executive Officer	66,183									87,083
Finance and Administration Adviser		40,333					20,167			100,833
Finance Officer - Projects			13,202				3,301			16,503
Finance Officer - Accounts Payables		15,374								15,374
Finance Officer - Bank Reconciliations		15,374								15,374
Finance Officer - Payroll & Accounts Receivables		15,374								15,374
Finance Officer - Projects			12,871				3,218			16,089
Finance Officer Data Processing		15,374								15,374
Finance Officer Travel		15,374								15,374
Financial Accountant		35,022					17,511			87,556
Groundsman		15,757								15,757
Human Resource adviser								62,905	51,467	114,372
Human Resources Officer								39,350	32,196	71,546
Information Management Officer										22,675
Information Resource Centre & Archives Manager										115,629
Internal Auditor		131,524								131,524
IT Assistant										18,337
IT Manager										149,048
IT Networks & System Support Engineer										109,827
Manager PCU						91,574				91,574
Media & Public Relations Officer										98,901
Monitoring and Evaluation Adviser	91,981									91,981
Procurement Assistant		17,274								17,274
Procurement Officer		72,546								72,546
Project Accountant			103,714				25,928			129,642
Property Services Officer		28,834								28,834
Registry and Archives officer										28,075
Solid Waste Management Expert - FSM	39,499									51,973
SPREP Techn expert (water Sector)-RMI	32,526									42,798
Systems Developer & Analyst										41,644
Teaperson/Cleaner		16,848								16,848
Web Applications Developer Specialist										43,376
Total Personnel Costs	613,707	465,996	129,787	-	121,111	91,574	70,125	102,255	110,973	2,503,532
II. OPERATING COSTS										
Consultancies						80,000				143,000
Other	53,600	6,960		276,945		10,750		13,500	12,500	1,081,230
Travel	90,000				301,000	25,000				472,500
Workshop_and Trainings						2,500				22,500
Total Operating Costs	143,600	6,960	-	276,945	301,000	118,250	-	13,500	12,500	1,719,230
III. CAPITAL EXPENDITURE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7,000
GRAND TOTAL	757,307	472,956	129,787	276,945	422,111	209,824	70,125	115,755	123,473	4,229,761

5.3.2.1 - Risks properly identified and mitigate

5.3.2.2 - Fiduciary systems ensure that financial management is accurate and has integrity

5.3.2.3 - Donors and partners endorse and accept all relevant project financial reports

5.3.2.4 - Projects in the pipeline (likely to be signed in 2017)

5.3.3.1 - Priority existing partners converted to long term sustained partnerships that actively support delivery of the Regional Goals, and new donors engaged

5.3.4.1 - SPREP achieves a portfolio of at least 4 approved projects/programs as an RIE

5.3.5.1 - Effective implementation and utilisation of the 'Cost Recovery Policy'

SPREP has endorsed a People Strategy that promotes ethical standards and effective governance and leadership to attract, develop, motivate and retain staff of the highest calibre.

5.5.2.1 - SPREP has built an organisation culture that supports empowerment and high-performance







